



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

PRIX
DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8
Un an 16
Pour le Continent 20 fr.
Pour l'Étranger 24
PRIX D'INSERTION.
Divertissement 40 c
Judiciaires 35 c
Les lettres et annonces doivent être adressées franco.

CE JOURNAL

PARAIT

TOUS LES JEUDIS.

On s'abonne à Bastia au bureau du Journal, rue des Jémites.

A Paris, à l'Office de Correspondance de L. JOLIVET et C^e, place de la Bourse, N° 5, où l'on reçoit les Abonnés.

Bastia.

Tableau des affaires criminelles portées aux assises du 3^e trimestre de 1844.

19 août. Serra Balmo, domicilié à Sartene; meurtre et blessures.
20 id. Battesti Marie-Vidonia, à Ste-Lucie; meurtre.
21 id. Lorenzi Ours-Pierre, à Campile; meurtre.
22 id. Andreani, Charles Jean, à Cognacoli; id.
Même jour. Volpe, Charles-François et Paoli Pierre, à Occhiatina; faux témoignage en matière correctionnelle.
23 id. Gatti Joseph, à Modène; blessures graves.
Même jour. Vargiarelli Xavier, à Calcatoggio; tentative de meurtre.
24 id. Prosperi Philippe et Desanti Antoine, à Ajaccio; meurtre et blessures.
25 id. Arrighi Marien, à Corte; tent. d'assass.
26 id. Tomasini Jean, à St-Antonino; vol.
28 id. Benetier Jean-Marcellos, à Vescovato; faux en écriture publique et contumace.
29 id. Molinari Blaise, Rabaglia Charles, à Parme, et Luca Marie, à Canavaggio; vol domest.
30 id. Scipioni Xavier, à Vescovato; tent. de m.
Même jour. Franchi François, à Cassano; destr. d'un canal de conduite d'eau.
31 id. Pericchi Pierre, à Sisco; attentat aux droits civiques.
1^{er} septembre. Belgodere Jean-Georges, et Camilli Camille, à Pietralba; meurt. et tent. de meurt.
3 id. Marini Georges, à Calenzana; bless. grav.
Même jour. Moggia François et Bernardini Sébastien, à Bastia; attentat à la pudeur.
4 id. Mozziconacci Bernardin, à Sartene; tentat. d'empoisonnement.
6 id. Simonetti Magdeleine, à Calcatoggio; infanticide.
Même jour. Pietri Antoine, à Bagnano; ...
7 id. Padinielli François, à Vignalella; assassin.
9 id. Marchetti François-Marie, à Luoghignano; tentative de meurtre.
Même jour. Colombani Ph., à Zalana, tent. d'ass.
10 id. Santamaria Pierre, à Oletta; incendie.
12 id. Versini Ignace, à Ajaccio; assassinat.

Le *Progressif* publia, dans son N° du 13 juin dernier, (n° 74) sous le titre : *Abonnement forcé au journal de la préfecture*, — *Salaire d'une institutrice qui n'existe pas*, — *Gaspillage de fonds communaux*, une délibération par laquelle le conseil municipal de la commune de Casabianca, se fondant sur des faits erronés et que la mauvaise foi oserait seule alléguer, protestait dans des termes fort peu mesurés, contre de prétendus actes de mauvaise administration, des abus de pouvoir et des détournements de fonds communaux.

Les griefs articulés dans cette protestation portaient sur ce que ladite commune aurait été imposée d'office de la somme de 50 fr. pour payer un abonnement forcé au *Journal de la Corse*, et qu'on aurait compris parmi les dépenses celle du

traitement d'une institutrice, tandis qu'il n'y en a jamais eu, etc., etc.

Quelques-uns des documents qui ont trait à ces prétendus gaspillages nous étant tombés sous les yeux, nous nous bornons à en rapporter textuellement un, et à donner sur les autres faits des explications très succinctes, mais dont la lucidité égalera l'exactitude.

Le public aura lieu d'éclaircir son opinion sur les mille et une vérités que le *Progressif* ne cesse de publier et que la saine raison sait apprécier à leur juste valeur.

Le conseil municipal de la commune de Casabianca, réuni extraordinairement en vertu de l'autorisation de M. le sous-préfet de Bastia, sous la présidence de M. le maire, présents les membres et assistés des plus forts contribuables soussignés, afin de pourvoir à l'insuffisance des revenus ordinaires de la commune.

Considérant, que le budget approuvé pour 1843 présente un déficit de 12 fr. 93 c.; et qu'à défaut de ressources, ledit budget ne comprend pas diverses dépenses déclarées obligatoires et désignées comme telles dans les 5, 6, 7 et 21 de l'article 30 de la loi du 18 juillet 1837, bien qu'il n'ait été alloué pour quelques-unes, que des crédits insuffisants, qui devraient être portés à la somme de 37 fr. 05 c.

Qu'en conséquence il reste à pourvoir au paiement de la somme de 50 fr.

Considérant, que les dépenses à faire sont indispensables, et que la commune ne peut y pourvoir qu'en obtenant l'autorisation de s'imposer extraordinairement.

Est d'avis : qu'elle soit autorisée à s'imposer jusqu'à concurrence de la somme de 50 fr., tant pour combler le déficit précité, que pour subvenir à l'insuffisance des revenus qui doivent être affectés aux dépenses obligatoires de l'exercice 1842.

Fait et délibéré à Casabianca, le 4 avril 1842.

(Suivent les signatures.)

Par suite de ce vote, dont la légalité et l'opportunité ne sauraient être révoquées en doute, M. le préfet de la Corse, par un arrêté motivé du 15 septembre 1842, autorisa la commune de Casabianca, ainsi que diverses autres communes de ce département à s'imposer extraordinairement pour le même objet. L'imposition votée ne put être comprise qu'aux rôles généraux de 1843, attendu que l'année 1842 était presque à son terme.

Voilà les conclusions forcées que le *Progressif* déduisait d'une protestation émanée d'un conseil municipal. Voilà une imposition d'office, un abonnement forcé.

Examinons un instant la prétendue dépense de l'institutrice.

Pour résoudre cette question, il n'y a pas besoin d'avoir des connaissances spéciales sur la comptabilité communale; les yeux et le bon sens suffisent pour voir la simplicité de cette grosse bevue que le conseil municipal d'abord, et le *Progressif* après lui, ont bien voulu commettre.

Les budgets, ainsi que les comptes municipaux sont établis sur des cadres imprimés qui

présentent par des titres et chapitres distincts, 1^o les recettes, 2^o les dépenses; les uns et les autres se divisent en obligatoires et facultatives. Les recettes ainsi que les dépenses obligatoires, étant déterminées par la loi du 18 juillet 1837, leurs articles sont imprimés sur les cadres susdits.

Parmi ces dernières se trouvent :

1^o Le traitement de l'institutrice.....
2^o id. de l'institutrice.....
3^o Le loyer de la maison d'école.....

En regard de la colonne qui indique la nature des dépenses, se trouvent diverses autres colonnes destinées à recevoir les chiffres représentant les crédits proposés 1^o par la municipalité, 2^o par le sous-préfet, 3^o alloués par le préfet. Il est aisé de voir la petite distance qui existe entre l'un et l'autre des articles de dépenses sus-énumérés, et de reconnaître qu'il faudrait que des lignes au crayon fussent tracées pour que les chiffres correspondant à chaque article de dépense pussent se trouver parfaitement vis-à-vis de la nature du crédit demandé ou alloué. Eh bien, soit-on en quoi consiste le gaspillage, qui a donné lieu à la protestation émanée rapportée par le *Progressif*?

C'est que la municipalité qui a établi le budget de 1843, ou le receveur municipal, n'ont pu être pas en le coup d'œil assez juste pour placer le chiffre 100 fr. réellement destiné (dans cette commune, comme dans toutes celles de la Corse) au loyer de la maison d'école, parfaitement en regard de cet article de dépense; et que l'œil géométrique des conseillers municipaux délibérants ont cru voir placé vis-à-vis le mot *institutrice*; mais est-ce en jouant sur les mots qu'on doit traiter des affaires aussi sérieuses, qu'on doit protester et jeter la déconsidération et le mépris contre l'autorité?

Il est très facile cependant de reconnaître de suite la vérité dans cette affaire. Les pièces justificatives de dépenses accompagnent le compte de gestion. Ce dernier indiquait bien la dépense en question, (voir pièces n° 51).

Si on eût examiné cette pièce on aurait acquis la certitude que, sur le crédit de 100 fr. affecté au loyer de la maison d'école, le receveur municipal n'avait payé en 1843 que 25 fr. et que la somme de 75 fr. était restée sans emploi, et forme dès lors reliquat.

On ne peut pas traiter au fond pour le moment l'article relatif aux réparations de la fontaine publique, etc.

M. le maire qui les a fait faire est décédé depuis un an. On connaît le proverbe qui dit : *que les absents et les morts ont toujours tort*.

Toutefois un fait important sera cité non sans à propos en cette circonstance. Les élections de 1843 ne pouvant pas éloigner ce maire des affaires municipales, ses ennemis inventèrent un expédient très édifiant.

Le voici : une démission écrite et signée du nom du maire fut envoyée à M. le préfet. Avant de demander des candidats pour son remplacement l'administration de l'arrondissement qui regretta l'éloignement de ce maire, lui demanda s'il persistait à se démettre. Il fut reconnu que la

Les états matrices de l'année précédente doivent dès lors former la base des opérations de la vérification suivante, dont les détails doivent être consignés dans un registre coté et paraphé, qui est fourni par le ministère, et sur lequel le vérificateur doit annoter entr'autres détails, si l'assujetti (pour chacun desquels une case est destinée) possède l'assortiment obligatoire. Dans le cas de négative, le vérificateur est placé dans l'alternative, ou de consigner une fausse annotation, indiquant comme pourvu l'assujetti qui ne l'est pas, et qui ne lui a pas justifié d'un arrêté préfectoral de radiation du tableau, ou de le constater en convention par le fait.

Il est dit dans l'article 181 du code du vérificateur :

« Les vérificateurs sont tenus de constater toutes les contraventions qu'ils découvrent; l'usage qui s'est généralement introduit d'accorder un délai aux contrevenants pour régulariser leur position, est (en tant qu'il est la règle et non l'exception) une violation flagrante des principes consacrés par la jurisprudence: une contravention existe indépendamment de toute considération. En ne la constatant pas sur le champ, le vérificateur méconnaît son devoir et fait usage d'une faculté qu'il n'a pas, et dont l'article 1^{er} du code d'instruction criminelle lui interdit même expressément l'usage. »

Ces explications puisées dans la législation et les instructions en vigueur, prouveront au public impartial, si c'est pour vendre des poids et des mesures que le vérificateur de Bastia a souvent constaté en contravention des assujettis qui étaient dépourvus et qui n'ont pas voulu se pourvoir des poids ou des mesures les plus essentiels aux transactions commerciales qu'ils sont en état de faire.

La question de principe est donc suffisamment établie. On le voit, rien n'est laissé à l'arbitraire du vérificateur des poids et des mesures. La tâche lui est sévèrement, inflexiblement tracée. Sa position et ses obligations sont analogues à celles du percepteur des contributions et l'un pas plus que l'autre ne peut ajouter ou retrancher des rôles qui lui sont remis. Que deviennent dès lors les assertions du *Progressif*?

Mais au moins, dira ce journal, dans l'exécution de la loi, le vérificateur de l'arrondissement de Bastia a montré une sévérité, une exigence qui ont excité de justes plaintes et qui ont pour résultat de contraindre les propriétaires à se pourvoir, près de lui, des mesures et poids prescrits. Voyons si cette seconde accusation sera plus fondée que la première.

Dans l'exécution de la loi, M. le vérificateur de l'arrondissement de Bastia a apporté les plus grands ménagements. Alors qu'il aurait pu se borner à ne faire connaître que par un ban public et deux jours à l'avance son inspection dans chaque commune, il a voulu qu'un avis individuel fût en outre adressé à chaque personne portée sur les rôles, afin que nul ne fût surpris et ce n'a été que contre la mauvaise foi bien prouvée ou la mauvaise volonté qu'il s'est décidé à sévir et avant d'en venir là il a appelé, dans ses rapports, l'attention de l'autorité supérieure sur la difficulté de faire exécuter la loi et sur les ménagements à apporter à cet égard. Pendant les années 1840 et les suivantes, il n'a cessé d'avertir et d'employer les conseils et les moyens de persuasion, et ce n'a été qu'en désespoir de cause et pour se conformer à la loi et à ses instructions qu'il a dû faire exécuter les prescriptions légales.

Enfin, et ce qui prouve jusqu'à l'évidence que les accusations du *Progressif* sont dénuées de toute espèce de fondement, c'est que le vérificateur des poids et mesures de l'arrondissement de Ba-

stia, auquel il reproche avec si peu de raison de s'être efforcé de constituer un monopole en sa faveur, a fait, au contraire, tous ses efforts pour introduire dans l'arrondissement la confection des poids par l'industrie privée. Ainsi jusqu'en 1840 il n'y avait à Bastia qu'un seul et unique constructeur de balances et un seul fabricant d'instruments de mesurage et de pesage et c'est sur les instances de ce même employé que deux nouveaux fabricants ou constructeurs se sont établis à Bastia et cinq sur différents points de l'arrondissement, de manière à rendre les poids et mesures prescrits par la loi d'un achat commode et facile. Indépendamment de cette espèce de création d'industries nouvelles, excitées, encouragées par le vérificateur, un fabricant de balances est transporté de l'arrondissement de Calvi dans celui de Bastia; un constructeur de mesures en bois s'est établi au centre des cantons les plus populeux; trois ferblantiers se sont occupés à fabriquer des mesures pour les liquides et plusieurs fabricants se sont rendus dans tous les cantons pour faciliter aux assujettis, légalement établis, l'exécution de la loi, car il paraissait à M. le vérificateur qu'il était en quelque sorte vexatoire de mettre ces personnes dans l'obligation de faire au chef-lieu un voyage qui leur coûterait le double ou le triple de la valeur des objets dont la loi leur faisait une impérieuse nécessité de se pourvoir.

Ainsi voilà, il faut l'avouer, un singulier monopole qui aurait pu profiter de l'état des choses, de la pénurie de constructeurs ou de vendeurs des instruments de pesage, mesurage, etc., et qui, au lieu de cela, fait tout ce qui est en lui pour appeler la libre concurrence et mettre tous ces objets à la portée la plus facile et la moins dispendieuse des assujettis! Mais il y a encore plus : c'est qu'alors qu'aux termes de la loi, il aurait pu et dû forcer chacun des assujettis à avoir l'assortiment complet et obligatoire, il n'en a rien fait cependant. Encore un coup, c'est là un étrange monopole!

Enfin, veut-on savoir par des chiffres, que nous avons tout lieu de croire exacts, où en est en Corse l'exécution de la loi sur les poids et mesures? Le nombre des assujettis, portés sur les rôles, dressés par le directeur des contributions directes est, pour cet arrondissement, de 5,000 fr. environ, sur ce nombre 2,670 sont des commerçants ayant magasin ouvert au public; 2,330 sont des propriétaires débitants les produits de leurs terrains. Eh bien! en 1842, les assujettis non pourvus étaient au nombre de 1,580 et en 1843 de 2,006, en tout 3,586. Chiffres qui prouvent que les prétendues vues spéculatives du monopole et que la propagation du système ne sont ni aussi redoutables ni aussi rapides que le prétend le *Progressif*.

Arrivons au reproche le plus grave que le *Progressif* adresse au vérificateur de Bastia, et à ses complices.

Les états matrices de la vérification périodique présentent, terme moyen, 3,100 assujettis par année, dont 1,000 appartiennent à la ville de Bastia.

La moyenne des taxes annuelles est de 2,500 fr. environ, dont 800 fr. pèvent sur la ville de Bastia, qui comprend deux cantons et le plus grand nombre d'assujettis.

Qu'on fasse bien attention que l'arrondissement est composé de 20 cantons, et que d'après les assertions du *Progressif* les droits de vérification devraient produire vingt mille francs.

Maintenant, comparez encore ces résultats officiels, avec les calculs chimériques du *Progressif* et jugez.

Pour savoir ensuite ce que devient tout cet argent des droits de la vérification, il n'y a pas besoin

de demander des explications à tous les vérificateurs, aux sous-préfets et au préfet de ce département.

Cette explication se trouve soit dans l'arrêté fondamental de l'an IX, soit dans l'ordonnance royale de 1825, soit dans la loi annuelle du budget de l'État. On y verra ce que le *Progressif* ne veut ou ne sait pas voir dans toutes les affaires où il voile la vérité pour faire parler son ressentiment ou sa mauvaise humeur.

Ce revenu de l'État perçu par les agents du trésor, et que le *Progressif* a grossi avec son microscope, suffit à peine pour payer les frais du service de la vérification.

Nous sommes arrivés à la fin de notre tâche. Nous avons détruit une à une toutes les accusations du *Progressif* et pour cela nous n'avons eu qu'à opposer les principes aux paradoxes, les faits à l'erreur. Nous laissons au bon sens public le soin de caractériser une polémique semblable à celle du *Progressif*, des attaques de la nature de celles que nous venons de repousser. Il est seulement étrange qu'un journal qui prétend chaque jour être calomnieux, quand on le réfute, ou quand on lui rappelle ses principes, ses actes, se montre si léger quand il s'agit d'attaquer, si facile à admettre toutes les rancunes et qui en vient aussi, pour soutenir la méprisante thèse qu'il a entrepris d'établir, de diatribes en diatribes, à faire la guerre à tout ce qui existe en Corse, hommes et choses, pour arriver à ne pas avoir même le triste plaisir de triompher dans la lutte si fautive et si maladroite qu'il a entreprise.

Sur trois élèves du collège royal de Bastia qui se sont présentés à l'examen du baccalauréat à Ajaccio, deux ont été reçus. Ils ont subi cet examen de manière à prouver que les études du collège royal étaient arrivées à un niveau qu'elles sont appelées à dépasser sans doute, mais à un niveau satisfaisant. Les deux élèves reçus ont ainsi dignement répondu à ce qu'on pouvait attendre d'eux.

M. Guillaubert, sous-intendant militaire de 1^{re} classe, f. f. d'intendant militaire de la 1^{re} division, a été promu au grade d'intendant militaire par ordonnance royale du 11 juillet 1844.

Dépêche télégraphique. — Tanger, le 10. Une lettre du pacha de Larache déclare, au nom de l'empereur, que ce prince désavoue formellement l'agression du 15 juin et qu'il a ordonné à son fils d'expulser les coupables des rangs de l'armée, en destituant les principaux chefs.

COMPENDIO
DEL MANUALE DELL'ARCICONFRATERNITA
DEL SANTISSIMO ED IMMACOLATO
CUORE DI MARIA
PER LA CONVERSIONE DEI PECCATORI.
Eretta in Parigi nella Parrocchia di N. S. delle Vittorie, a cui sono aggregate, con approvazione di Mgr Vescovo, molte Chiese di Corsica.
Opuscolo in-18° — Prezzo 30 centesimi.

CORS AUX PIEDS
OHENONS ET DURILLONS.
Le TAFREYAN GOMME de Paul Gage, est le seul qui en détruit la racine en quelques jours, sans douleur et sans salir la chaussure. Dépôt à Bastia chez M. Pomonti ph. (0971).
Le Gérant N. TARTAROLI.
BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

démision était un faux commis avec une préméditation très lointaine.

La feuille sur laquelle la démission était écrite portait l'empreinte du cachet de la mairie, et le papier annonçait que ce dernier abus avait été commis au moment que quelqu'un des prédécesseurs du maire, qu'on voulait faire remplacer à son insu, allait quitter ces fonctions.

L'administration a dénoncé ce faux aux tribunaux compétents. On ignore ce que les poursuites ont dû dévoiler dans ce mystère ténébreux.

Ce n'est pas sans quelque surprise que nous apprenons que, dans la journée d'hier, M. le chef du génie militaire a fait signifier à M. le maire un procès-verbal de contravention, pour le dépôt momentané des balayures d'une partie de la haute ville, dans le ravin situé à l'est de la ci-devant place d'armes. Ce dépôt qui se trouvait d'abord en proximité du bastion, n'a été pratiqué ensuite qu'à la distance de 56 mètres des fortifications. Il faut remarquer que jusqu'ici on ne s'était jamais avisé de défendre le jet des matières susceptibles d'être enlevées d'un moment à l'autre. Depuis un temps immémorial, on a même toléré les entassements de terres et autres débris provenant des débris ou des démolitions. Il n'y a au reste aucun inconvénient à cela; car le torrent produit par les fortes pluies les emporte à la mer; d'ailleurs, lorsqu'il serait possible de combler le ravin, et il serait à désirer que l'on pût y parvenir, la défense de la place n'en deviendrait pas plus difficile. C'est donc au moment où l'administration municipale déploie tant de zèle pour assurer la propreté de la ville, que l'on voit apparaître des exigences qui ressemblent trop à des vexations que rien ne justifie. Tout en nous réservant de démontrer, dans un prochain N° l'inutilité du rigorisme de M. le chef du génie, nous croyons pouvoir déclarer dès à présent, qu'à défaut de sa tolérance, on peut, en attendant, profiter de celle de la loi du 1^{er} août 1821 sur les servitudes militaires.

Par ordonnance royale du 14 juillet dernier, M. Rosaguti, docteur en médecine et chirurgien aide-major chef au 8^{me} bataillon des chasseurs d'Orléans, a été nommé chevalier de l'ordre royal de la Légion d'honneur.

NOUVELLES DU MAROC.

Le vapeur le *Charlemagne*, capitaine Bonney, de la compagnie Ch. et A. Bazin, est arrivé hier à sept heures du soir dans notre port, venant d'Alger.

La correspondance n'offre aucun intérêt. On avait reçu à Alger le courrier d'Oran. Rien de nouveau ne s'était passé sur la frontière du Maroc; le maréchal Bugeaud se tenait sur la qui-vive attendant le résultat des négociations.

Un régiment de hussards au complet de guerre venait d'être débarqué à Oran; un deuxième régiment était attendu de Port-Vendres.

(Nouvelles de Marseille)

— Nous lisons dans le *Toulonnais*: Notre correspondance de Cadix, en date du 25, insérée dans le dernier numéro du *Toulonnais*, ne fait pas mention de l'arrivée du bâtiment à vapeur le *Coccyte*, expédié par ordre du maréchal Bugeaud à M. le prince de Joinville avec des dépêches pressées. Ce steamer est cependant arrivé en rade de Cadix dans la soirée du 24, peu après le retour du prince de Tanger, où il était allé avec le *Pluton*, prendre le consul général de France.

Nous pouvons annoncer, d'après des renseignements puisés à bonne source, que le comman-

dant de l'escadre, après avoir pris connaissance des dépêches envoyées au *Coccyte*, a dû se borner pour le moment à ordonner le blocus des ports du Maroc afin d'empêcher tout débarquement d'armes et de munitions.

La *Chênère*, qui a quitté Oran le 18 au soir, avait, à ce qu'il paraît, invité le prince de Joinville à commencer ses opérations contre le Maroc. Le *Coccyte*, parti du même port le 21, a dû, au contraire, lui remettre des dépêches par lesquelles M. le maréchal Bugeaud le priait de temporiser encore, tout espoir d'un arrangement par les voies pacifiques n'étant pas entièrement perdu.

Par le *Coccyte*, le maréchal a informé M. le prince de Joinville de l'arrivée sur la frontière d'un général qui remplace El-Ghenaoui, et qui semble avoir été envoyé par le sultan pour entrer en négociation avec les Français. El-Ghenaoui aurait été arrêté et conduit à Abd-el-Rhaman, qui l'aurait fait mettre aux fers.

Quoiqu'il en soit, l'escadre aux ordres de M. le prince de Joinville a quitté la rade de Cadix le 25 juillet pour se rendre sur les côtes du Maroc.

Nouvelles Diverses.

ANNIVERSAIRE DE JUILLET.

Ce matin 29, à six heures, des salves d'artillerie ont annoncé que la journée devait être consacrée aux réjouissances; les tribunaux, les administrations publiques, la Bourse sont restés fermés; mais jusqu'à midi les travaux ordinaires ont continué. A partir de ce moment les boutiques ont commencé à se fermer, et vers deux heures, le temps qui jusque-là avait été fort incertain, ayant paru tourner au beau, la foule s'est portée d'abord vers les quais d'où l'on pouvait espérer d'apercevoir la joute, puis vers les Invalides et les Champs-Élysées, où les préparatifs des illuminations étaient l'objet d'une curiosité toute spéciale. La grande avenue était encombrée d'immenses papiers remplis de verres de couleurs que l'on disposait en toute hâte.

Les joutes sur l'eau ont offert les péripéties diverses de ces sortes d'exercices; nous ne savons pas bien qui l'a emporté des bleus ou des rouges. Après la lutte, vainqueurs et vaincus nous ont semblé dans le meilleur accord. Il en est de même pour la conquête des prix aux mâts de cocagne; les premiers qui se risquent rendent la tâche plus facile aux autres et ensuite on partage fraternellement le butin.

Ce soir, l'affluence a été en augmentant de moment en moment jusqu'à l'heure des feux d'artifice. Nous ne parlerons que de celui du quai d'Orsay, pour lequel on n'a rien épargné. Il a été magnifique.

L'illumination de l'avenue des Champs-Élysées a aussi très bien réussi. On aurait dit une immense salle de bal avec ses portiques enflammés et ses lustres suspendus de distance en distance. Les verres, de quatre couleurs, blancs, rouges, bleus et verts, étaient disposés de façon à former d'agréables contrastes. Vu du pied de l'Obélisque, c'était un aspect vraiment féerique.

Le concert donné sous les croisées du château, avant le feu d'artifice, a été d'une bonne exécution.

On avait essayé, autour du bassin circulaire qui se trouve au centre du parterre, un genre d'illumination fort gracieux. C'étaient des lanternes représentant d'énormes fleurs.

Les illuminations du ministère des finances, de l'Hôtel-de-Ville, avec son vaisseau enflammé, de la colonne de Juillet, où resplendissait en caractère de feu l'inscription 27, 28 et 29 Juillet, ont été les plus remarquables. Toutes les ambassades

étaient illuminées, ainsi qu'un grand nombre de maisons particulières.

Nous n'avons entendu parler d'aucun accident. Les visites à la colonne de Juillet avaient continué avec beaucoup d'ordre durant la journée. Les élèves de l'école Polytechnique avaient été avant-hier déposer des couronnes sur la tombe de leur camarade Vanneau, mort à l'attaque de la caserne de Babylone. Hier, les élèves de l'école Normale sont venus à la place du Carrousel renouveler les drapeaux tricolores qui flottent au-dessus de la pierre tumulaire de Farcy, tué à l'attaque des Tuileries, qui fut un des élèves distingués de cette école. (Constitutionnel)

EXPOSITION INDUSTRIELLE DE 1844.

DISTRIBUTION DES RÉCOMPENSES.

Aujourd'hui, à une heure de l'après-midi, les exposants, convoqués par lettres de M. le ministre de l'agriculture et du commerce, se sont réunis aux Tuileries, au nombre de douze cents environ, et une demi-heure après ils ont été introduits dans la salle des maréchaux, où se trouvaient déjà le roi, la reine, LL. AA. RR. Mes Adélaïde, le duc de Nemours et le duc de Montpensier. Un seul ministre, M. Conin-Gridaine, était présent. M. Théard, président du jury central, a adressé un discours à S. M.; discours un peu long pour la circonstance, d'une admiration un peu exaltée peut-être, pour les travaux dont les auteurs se trouvaient placés près du poétique orateur. Le roi a répondu en peu de mots: S. M. en félicitant les industriels français des progrès remarquables qu'a constatés l'exposition de 1844, a exprimé l'espoir de trouver 1849 supérieur encore. La paix, qui a fait éclore tant de prodiges dans les sciences, les arts et l'industrie, en enfantant de nouveaux.

M. le ministre a lu ensuite la longue liste des récompensés, et chaque lauréat est venu recevoir sa médaille des mains de S. M. qui, debout pendant quatre heures consécutives, a été quelquefois au-devant des élus, et a souvent adressé des paroles fort aimables aux industriels dont elle avait plus particulièrement remarqué les produits.

Une innovation a été remarquée dans la remise des récompenses: cette fois, celles de moindre valeur ont été appelées les premières, et on a terminé par les médailles d'or et les décorations. Ainsi, jusqu'à cinq heures et demie, l'assemblée est demeurée complète, tandis qu'aux distributions précédentes, le roi restait à peu près seul à la fin; aussi en se retirant LL. MM. ont été salués des plus vives acclamations. Malheureusement nous n'avons aucun autre progrès à constater. Il faut avouer même qu'il y a eu moins d'ordre et de dignité, qu'aux distributions passées.

Il est incroyable qu'on ne sache pas organiser une pareille solennité, où tout le monde s'entasse au hasard et s'étouffe presque pendant quatre heures; où le bruit des invités couvre la voix qui est obligée d'appeler les lauréats; où les rangs sont serrés à un tel point qu'il faut parfois des efforts violents pour aller jusqu'au roi, forcé d'attendre et d'aider presque à faire ouvrir les rangs. Des dames, des vieillards, des membres du jury central, ont quasi succombé à la fatigue; il a fallu les aider sur les divans du pourtour de la salle. Nous ne saurions demander avec trop d'instance qu'on veuille disposer autrement les choses à l'avenir: nous le demandons au nom des convenances, du goût et de la politesse qui ne doivent jamais être plus sévèrement observés que dans un tel lieu. Trente décorations ont été accordées.

Après la distribution des récompenses décernées à l'industrie, un banquet a réuni au château ceux de MM. les exposants qui avaient obtenu, soit la croix d'honneur, soit les médailles

d'or. Le dîner était servi dans la galerie du Musée. Au dessert, le roi a porté ce toast: *Honneur à l'exposition de 1844! prospérité à l'industrie française!* Ce toast a été couvert d'applaudissements, ainsi que la santé du roi portée par M. le ministre du commerce, et celle de la reine et de la famille royale portée par M. le ministre des finances.

Des places avaient été réservées pour les invités aux croisées du palais donnant sur le jardin, d'où ils ont pu jouir du concert d'abord et ensuite du feu d'artifice.

Après le feu, vers neuf heures et demie, la famille royale est partie pour Neuilly, en suivant la rue Richelieu, les boulevards et le faubourg du Roule. Des piqueurs portant des torches ouvraient la marche et la foule était telle, que les voitures ont été forcées d'aller presque constamment au pas.

Au moment où nous écrivions hier soir, le feu d'artifice était tiré, et nous n'avions eu la nouvelle d'aucun accident. Malheureusement, l'empressement de la foule à se rapprocher des Champs-Élysées a causé une triste catastrophe dans la partie de la place du Carrousel où vient déboucher l'avenue Gabrielle. Plusieurs personnes, renversées et foulées aux pieds au moment où elles descendaient des trottoirs, ont été relevées en état d'asphyxie, mais on espérait les sauver: un enfant a, dit-on, été étouffé. Au centre, entre les chevaux de Marly, il y a eu aussi un mouvement de presse effrayant. On a vu des gendarmes emporter sur leurs chevaux des enfants et des jeunes personnes qu'on avait imprudemment engagées. (Constitutionnel)

— On lit dans le *Journal des Débats*: M. Jourdan (du Var), préfet de la Corse et sa famille, ont eu l'honneur d'être reçus aujourd'hui à Neuilly par S. A. R. M^{me} la duchesse d'Orléans.

Trois personnes ont été tuées dans la catastrophe du chemin de fer de Cetta à Montpellier. On compte 55 blessés, dont 30 sérieusement, la position de 3 ou 4 seulement donne quelques inquiétudes.

Un attentat a été commis à Berlin, le 26 juillet, contre LL. MM. le roi et la reine de Prusse. Au moment où elles montaient en voiture pour aller à Erdmendorf, et de là, à Ischel, un individu sorti de la foule, s'approcha de la portière, et tira un pistolet à double coup.

Le roi et la reine continuèrent leur voyage. Arrivé au débarcadère, on trouva les deux balles qui s'étaient logées dans la voiture.

Le coupable fut pris en flagrant délit, et ce n'est qu'avec peine qu'on a pu le sauver de la colère de la population. A l'arrivée à la prison, il se fit connaître comme l'ancien bourgmestre Tschelch, et son indénité fut reconnue. Il est âgé de 56 ans. Il avait été d'abord négociant et depuis bourgmestre de Storkow, dans la marche. Electoral, et avait donné sa démission en 1841, après une gestion répréhensible. Il avait plusieurs fois demandé un emploi public, mais sans succès. Le roi, à qui il avait adressé une pétition, l'avait renvoyée sans réponse favorable. Il n'avait aucun titre sérieux pour avoir droit à un emploi.

Tschelch a avoué son crime et affirmé qu'il n'avait communiqué à personne son intention. La communication de cet attentat a été faite officiellement par tous les ministres. Le 28 il devait y avoir des prières publiques pour remercier la Providence d'avoir sauvé LL. MM.

Une des balles s'est logée dans le haut de la voiture, à trois pouces au-dessus de la tête de la reine, qui en ce moment s'était penchée pour dire adieu à quelques personnes de la cour, et qui, sans cette circonstance providentielle eût été atteinte au front.

La deuxième balle a cinglé en écharpe la poitrine du roi, a brûlé un morceau de son habit et a laïssé sur le corps une trace noirâtre. La voiture était remplie de fumée. Le roi, avec une grande présence d'esprit, a donné ordre au cocher de partir, dès que la reine a été un peu remise de son émotion.

— Un conseil de guerre va se réunir à Devonport, pour juger le lieutenant Gray, du vaisseau de S. M. *Bonetta*, pour avoir abordé un navire français, fait qui a donné lieu à une plainte de la part du consul français de l'un des établissements d'Afrique.

— On lit dans le *Journal des Débats*:

Nous avons reçu les journaux de Naples jusqu'au 17 juillet. Ils contiennent la liste des condamnations rendues contre les auteurs de la tentative d'insurrection du 15 mars, dans la Calabre-Citerieure. Nous lisons dans le *Journal Officiel des Deux Siciles* du 13:

« Nous avons reçu aujourd'hui la sentence prononcée par la commission militaire convoquée à Cosenza d'après les lois pénales et les décrets royaux des 24 mai 1836 et 6 mars 1834, contre les factieux qui, le 15 mars dernier, voulaient, au moyen de la révolte et par les voies de la violence, troubler l'ordre public et changer la forme du gouvernement. Voici le résultat de cette sentence:

« 21 condamnés à la peine de mort exemplaire au troisième degré; 10, à trente ans de fers; 12, à vingt-cinq ans de fers; 2, à cinq ans de prison; 4, à 6 ans de réclusion. (Tous solidement engagés au frais du procès.)

« Trois devaient rester en prison, leur procès n'étant pas terminé; onze sont mis provisoirement hors de cause, mais devront rester en prison à la disposition de la police générale. Quatre sont mis en liberté sous caution, et neuf mis en liberté complète.

« Dès que nous recevrons les détails de l'exécution de ce jugement nous les publierons; comme nous communiquerons aussi au public, aussitôt qu'il le verra à notre connaissance, le résultat du procès déjà commencé contre les émigrés étrangers débarqués dans les Calabres la nuit du 16 juin. »

— On lit dans la même feuille, le 15:

« Les condamnations prononcées contre les factieux du 15 mars ont été exécutées. Celle de la peine de mort n'a cependant pas encore été appliquée à tous les condamnés; mais seulement à six qui, d'après le procès, avaient été les chefs de la révolte. S. M. avait déjà décidé, avant même que la sentence fut rendue par la commission militaire, que la peine de mort ne serait exécutée que contre les chefs de la tentative. »

— On lit dans le *Standard*:

Nous apprenons que dans le courant du mois de septembre, S. M. Louis-Philippe s'embarquera au Tréport, pour se rendre en Angleterre. S. M. sera accompagnée de deux vaisseaux à vapeur. Le roi débarquera à Portsmouth et se rendra par le chemin de fer à Windsor où il restera 8 jours. Le roi ne visitera pas Londres.

— Plusieurs vaisseaux de la division Parseval partiront très prochainement de Toulon pour l'Océan. On dit qu'ils se réuniront au port de Brest à l'effet de former l'escorte royale qui doit accompagner le roi en Angleterre.

CHAMBRE DES COMMUNES. — *Sir C. Napier*. Je demanderai au très honorable baronnet qui dirige le gouvernement de S. M., si l'on a reçu la nouvelle d'une grossière insulte faite au consul d'Angleterre à Taïti. (Ecoutez!)

Sir Robert Peel. Le gouvernement a reçu des nouvelles de Taïti, et je n'hésite pas à dire qu'une grossière insulte (a gross outrage) a été faite à la personne du consul d'Angleterre. (Ecoutez!) Cette

nouvelle est arrivée lundi dernier. On n'a pas perdu de temps pour faire les représentations convenables au gouvernement français. Je crois que l'insulte n'a pas été sanctionnée par le gouvernement français et que ce gouvernement ne perdra pas le temps pour faire la réparation que l'Angleterre est en droit d'attendre. (Ecoutez!)

Sir C. Napier. Je voudrais savoir s'il y a devant Taïti une force navale suffisante pour la protection des sujets anglais.

Sir Robert Peel. J'ai donné tous les renseignements que je possède à ce sujet.

— Un journal de Lyon, en annonçant que M. de Lamartine doit partir demain jeudi pour Marseille ou il compte prendre les bains de mer, ajoute que l'illustre écrivain emporte avec lui les matériaux de son grand ouvrage sur les Girondins, auquel il n'a cessé de travailler depuis son retour de la chambre. Mme de Lamartine et plusieurs autres personnes de sa famille et de sa connaissance intime, l'accompagnent à Marseille.

— Il vient d'être trouvé dans les environs de Stettin une bague en argent doré, dans l'intérieur de laquelle on lit distinctement ces mots: *D. Martino Luther Catharina V. Boren*, d. 31 octobr. 1525. C'est-à-dire: *Catherine Von Boren, au docteur Martin Luther*. Cette bague, presque entièrement couverte de terre, a été trouvée sur la route de Bantzen. On sait que Catherine Von Boren est la religieuse qu'épousa le célèbre réformateur.

— Une machine à vapeur qui surpasse en dimension et en puissance les plus grandes machines de l'Angleterre, fonctionne en ce moment en Belgique, pour l'épuisement ou, pour nous servir du terme technique, pour l'exhaure de toutes les eaux de plusieurs sociétés charbonnières du Flénu, qui se sont réunies pour faire cette opération à frais communs. Cette machine a 2 mètres 50 centimètres de diamètre de piston, tandis que les plus fortes machines anglaises n'ont que 2 mètres 28 centimètres. A pleine pression, elle serait susceptible de développer une force de 900 chevaux. Le balancier pèse 50,000 kilogrammes; les pompes ont 50 centimètres de diamètre. Chaque coup de piston amène au jour 500 litres d'eau; c'est une petite rivière; et, comme la galerie d'écoulement se trouve au-dessus du fond de la vallée, il s'est trouvé un moyen pour louer et utiliser, au moyen d'une turbine, ce véritable cours d'eau, aussitôt que l'approfondissement des bures aura procuré un exhaure journalier régulier.

— Le roi de Prusse est attendu le 3 août à Vienne; il y restera trois jours. Il y sera reçu par M. d'Ottensels, qui remplace momentanément M. de Metternich dans la direction des affaires publiques.

— Quelques journaux ont parlé avec plus ou moins de fondement de l'exposition solennelle de la tunique sans couture (*tunica inconvultilis*) dont la cathédrale de Trèves se trouve en possession. Une circulaire du vicaire général de ce diocèse vient de lever tous les doutes à cet égard; elle annonce officiellement l'exposition solennelle de cette précieuse relique du Christ, à partir du 18 août courant jusqu'au 30 septembre inclusivement. On sait qu'à moins d'une autorisation spéciale de S. S., cette exposition n'a lieu que tous les cent ans. La dernière fête séculaire se fit en 1809.

— On lit dans le *Constitutionnel*: Nous pouvons donner aujourd'hui le texte officiel de la notification du duc de Bordeaux dont nous avons parlé il y a deux jours.

— Devenu, par la mort de M. le comte de Marne, chef de la maison de Bourbon, je regarde comme un devoir de protester contre le changement qui a été introduit en France dans l'ordre légitime de succession à la couronne, et de déclai-



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

PRIX
 DE L'ABONNEMENT.
 Trois mois . . . 4 fr.
 Six mois . . . 8 fr.
 Un an . . . 16 fr.
 Pour le Contient 20 fr.
 Pour l'Étranger . . 24 fr.
PRIX D'INSERTION.
 Diverses . . . 40 c.
 Judiciaires . . . 30 c.
 Les lettres et annonces doivent être adressées franco.

Bastia.

Circulaire à MM. les Sous-Préfets et Maires relative à l'ouverture de la chasse.

Messieurs,

Vous trouverez, à la suite de cette circulaire, l'arrêté que j'ai pris pour ouvrir la chasse dans ce département, à partir du 20 courant, je prie MM. les Maires de faire publier et afficher cet arrêté, qu'ils recevront aussi en placard, et de se conformer, en ce qui les concerne, aux prescriptions qu'il renferme, ainsi qu'à celles contenues dans ma circulaire du 10 juillet dernier, insérée dans le recueil des actes administratifs (n° 528). J'adresse aussi cette dernière recommandation à MM. les Sous-Préfets. Je compte sur eux pour que les demandes de permis de chasse qui me parviendront par leur intermédiaire, soient accompagnées de tous les renseignements désirables.

Recevez, Messieurs, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Fait à Bastia, le 15 août 1844.

Le Conseiller de Préfecture, délégué,

BENEDETTI.

Ajaccio le 6 août 1844.

ARRÊTÉ.

Nous, Préfet du département de la Corse, commandeur de l'ordre royal de la légion d'honneur. Vu l'article 3 de la loi du 3 mai 1844 sur la chasse, ainsi conçu :

« Les Préfets détermineront par des arrêtés, au moins dix jours à l'avance, l'époque de l'ouverture et celle de la clôture de la chasse dans chaque département. »

ARRÊTÉS :

Art. 1^{er}. L'ouverture de la chasse dans le département de la Corse, est fixée au 20 du courant.

Art. 2. Les personnes qui voudront se livrer à l'exercice de la chasse seront tenus de se munir d'un permis de chasse.

Nul n'aura la faculté de chasser sur la propriété d'autrui sans le consentement du propriétaire ou de ses ayant-droit.

Art. 3. Les permis de chasse seront délivrés sur l'avis du Maire de la commune, dans laquelle celui qui en fera la demande aura sa résidence ou son domicile, et sur l'avis du Sous-Préfet de l'arrondissement.

Art. 4. La délivrance des permis de chasse donnera lieu au paiement d'un droit de 15 francs au profit de l'État, et de 10 francs au profit de la commune dont le Maire aura donné l'avis énoncé ci-dessus. La somme de 25 francs devra être versée à la Préfecture (troisième division.)

Art. 5. Les permis de chasse sont personnels ; ils sont valables pour tout le royaume, et pour un an seulement.

Art. 6. Tout individu qui sera trouvé chassant, et qui ne justifiera pas d'un permis de chasse non périmé, sera dénoncé aux tribunaux,

et puni conformément à la loi précitée du 3 mai 1844.

Art. 7. Une gratification, dont le taux sera ultérieurement déterminé par ordonnance royale, sera accordée aux gardes et gendarmes, rédacteurs des procès-verbaux, ayant pour objet de constater les délits de chasse.

Art. 8. MM. les Sous-Préfets, Maires, la gendarmerie, les voligeurs corses, les gardes-champêtres et les gardes-forestiers demeurent chargés d'assurer, chacun en ce qui le concerne, l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans toutes les communes du département.

Fait en l'hôtel de la Préfecture, à Ajaccio, le 6 août 1844.

Pour le Préfet de la Corse, en congé.

Le Conseiller de Préfecture, délégué,

BENEDETTI.

Les conseils généraux des départements sont convoqués pour le 26 août à l'exception du conseil général de la Seine, dont la session commencera le 2 novembre.

La deuxième partie de la session des conseils d'arrondissement, commencera le 16 septembre et se terminera le 20 du même mois.

COLLÈGE ROYAL DE BASTIA.

On nous prie d'annoncer que par décision ministérielle du 30 juillet dernier, la rentrée des classes, du collège royal de Bastia, est définitivement fixée au 16 septembre prochain.

L'ordonnance de clôture de la session de 1844 de la chambre des Pairs et de la chambre des Députés, a été lue le 5 août par M. Villomain, ministre de l'instruction publique.

Le *Moniteur* contient une ordonnance portant : Art. 1^{er}. Les magistrats composant la chambre des mises en accusation des cours royales feront en outre le service des autres chambres, entre lesquelles ils seront repartis à l'époque et suivant le mode déterminé par le titre 1^{er} de l'ordonnance du 11 octobre 1820.

Néanmoins, le président de la chambre des mises en accusation restera exclusivement attaché à cette chambre.

Art. 2. La présente ordonnance n'est pas applicable à la cour royale de Paris. Pendant la tenue des assises au chef-lieu de cette cour, les magistrats désignés pour former la cour d'assises seront remplacés par les membres de la chambre des mises en accusation à tour de rôle et en commençant par le dernier sur la liste de rang.

Il en sera de même pour le service des autres chambres de la même cour, lorsque le nombre de sept ou de quatorze juges devra être complété.

Art. 3. L'article 4 de l'ordonnance royale du 24 septembre 1828 est abrogé.

Cette ordonnance est précédée d'un rapport où nous lisons ce passage :

« Le personnel des conseillers auditeurs a graduellement diminué ; il n'en reste plus que vingt,

des cent dix qui existaient au 1^{er} janvier 1831.

« Les chambres ne sont presque toujours composées que du nombre de magistrats strictement exigé pour la validité de leurs délibérations ; elles sont souvent pour se compléter, dans la nécessité d'appeler d'autres membres de la cour. La tenue des assises, des services publics, d'un ordre différent, les congés accordés, soit pour cause de maladie, soit pour tout autre motif légitime rendent habituellement ces adjonctions qui présentent des inconvénients graves. »

Le projet de loi sur les douanes, présenté le 26 mars dernier à la chambre des députés n'ayant point été voté, une ordonnance royale en date du 5 de ce mois maintient en vigueur les ordonnances des 18 et 26 juin, 1^{er} et 14 octobre et 10 décembre 1843, et des 20 et 25 décembre 1843, portant modification du régime des douanes.

Le rapport du ministre du commerce qui précède cette ordonnance, porte que le ministre soumettra prochainement au roi une autre ordonnance comprenant, avec quelques dispositions nouvelles, des articles de loi relatifs au projet de loi qui n'a pas été voté, et dont la mise en vigueur répondra, dit M. Canin-Fulgence, aux vœux importants de notre industrie et de notre commerce.

Une dépêche télégraphique arrivée hier à Paris, annonce l'heureux accouchement de la reine Vittoria. S. M. a donné le jour à un prince.

Une nouvelle branche vient de tomber de la tige de la famille Napoléon : le frère aîné de l'Empereur, le prince Joseph-Napoléon, comte de Survilliers, est mort à Florence, le 28 juillet dernier, à neuf heures seize minutes du matin.

Il a été assisté jusqu'à ses derniers moments par ses frères Louis et Jérôme.

L'esprit du comte de Survilliers avait survécu aux glaces de l'âge ; le cœur chez lui était resté jeune. Sa mort est un deuil public pour la ville qu'il avait adoptée ; il y a laissé des souvenirs profonds, des regrets universels.

Il ne reste plus des frères de l'Empereur que le prince Louis, ancien roi de Hollande, et le prince Jérôme, ancien roi de Westphalie. Le prince Louis est maintenant le chef de la famille.

M. le général de Rossi, officier de la légion d'honneur, maréchal-de-camp, commandant la subdivision militaire de la Dordogne, est décédé à Paris.

NOUVELLES DU MAROC.

— Le gouvernement publie ce soir les nouvelles qu'il a reçues du Maroc. On verra par ces nouvelles que le bruit qui avait été répandu aujourd'hui à la Bourse, d'un commencement d'hostilités et d'un bombardement de Tanger, était

rer que je ne renoncerais jamais aux droits que, d'après les antiques lois françaises, je tiens de ma naissance.

« Ces droits sont liés à de grands devoirs qu'avec la grâce de Dieu, je saurai remplir ; toutefois, je ne veux les exercer que lorsque, dans ma conviction, la Providence m'appellera à être véritablement utile à la France.

« Jusqu'à cette époque, mon intention est de ne prendre, dans l'exil où je suis forcé de vivre, que le titre de comte de Chambord ; c'est celui que j'ai adopté en sortant de France ; je désire le conserver dans mes relations avec les cours. »

— On lit dans le *Journal de la Librairie* :

« Il se publie en Belgique une édition illustrée du *Juif errant* ; mais M. Eugène Sue ne pourrait pas reconnaître son ouvrage dans cette publication, indignement mutilée par les éditeurs belges, pour approprier l'ouvrage à l'esprit de leur pays. Des phrases entières ont été supprimées ; on se propose, dit-on, d'en retrancher des chapitres complets. Ce n'est rien encore : les spirituels contrefacteurs ont jugé à propos de substituer des phrases belges au texte de M. Eugène Sue, et l'on peut déjà voir que, par suite de ces changements, toute la donnée de l'ouvrage est renversée. Il eût mieux valu se contenter d'illustrer la fameuse complainte du *Juif errant*, complainte dont le sujet, comme on sait, est l'histoire du *Juif errant* racontée à des bourgeois de Bruxelles en Brabant.

— La frégate la *Virginie*, ayant à son bord M. le contre-amiral Hamelin qui doit remplacer M. l'amiral Thours comme commandant de nos forces navales dans l'Océan pacifique, a mis à la voile le 10 août.

« Les nouvelles luttes entre les Irlandais et les Anglais, et d'une importance aussi grave que les premières à l'insurrection près, ont encore enflamé la ville de Philadelphie ; le 4 juillet, jour du 78^e anniversaire de l'indépendance américaine, il y avait eu quelques engagements préliminaires ; mais c'est le 7 qu'a eu lieu la grande lutte. Les Américains ont attaqué l'église St-Philippe avec trois canons pris à bord des navires ; il y a eu treize morts et cinquante blessés dans les deux partis.

L'élément, maître de l'église St-Philippe, qu'elle est livrée sous la condition de mettre fin aux troubles, n'a fait aucune démonstration hostile jusqu'au 13 juillet, date des dernières nouvelles.

— Lors de la discussion du budget de la justice à la chambre des Députés (séance du 8 juillet), M. le garde des sceaux, répondant à quelques plaintes élevées sur l'insuffisance du personnel pour plusieurs cours royales, a annoncé qu'un projet d'ordonnance serait soumis au conseil d'État, à l'effet de pourvoir aux besoins du service en faisant participer aux travaux des chambres civiles les conseillers attachés aux chambres de mise en accusation.

Le projet d'ordonnance a été, dit-on, approuvé par le conseil d'État, et l'ordonnance sera publiée dans quelques jours.

Les dispositions de cette ordonnance seraient applicables à toutes les cours du royaume, à l'exception seulement de celles de Paris et de Rennes.

— On pense que le parlement aura terminé ses travaux ordinaires à la fin de la 1^{re} semaine d'août, mais il ne sera pas prorogé à cette époque. On l'ajournera au 25 août. Le but de cet arrangement est de donner à la cour des lords le temps de rendre l'arrêt dans l'affaire O'Connell.

ÉTABLISSEMENT THERMAL DE PIETRAPOLA.

Les populations les plus rapprochées des bains

de Pietrapola ont toujours en l'habitude de faire usage de ces eaux pendant les derniers jours d'août et tout le mois de septembre. Une tradition, fondée sur l'expérience, leur avait appris, que les bains déployaient à cette époque de l'année une action aussi salutaire et peut-être plus énergique, que pendant la première saison. Le sol dépourvu de toute humidité et moins d'insouciance dans l'atmosphère peuvent donner la raison de ce fait.

La crainte du mauvais air cependant en éloignait beaucoup de monde ; mais à l'heure qu'il est, on a en occasion de se convaincre, que cette crainte n'est rien moins que fondée.

En effet la vallée de Pietrapola est exempte de toute émanation délétère, et il est physiquement impossible, que des miasmes y parviennent de la plaine. Au reste, on trouve dans cette vallée au versant occidental le climat pur, frais et ombragé des montagnes. Ainsi, ce n'est qu'en se rendant à Pietrapola, ou à la sortie, qu'on peut recevoir les atteintes du mauvais air ; mais, pour s'en garantir, il suffit d'avoir la précaution de ne traverser la plaine qu'après le lever et avant le coucher du soleil, et de n'y pas séjourner pendant la nuit.

Ne reculant devant aucun sacrifice, pour se rendre utile à ses compatriotes, M. Laurelli concessionnaire de l'établissement, a l'honneur de prévenir le public, qu'à partir du 25 de ce mois, un hôtel pourvu de tout le confortable nécessaire, et tenu par une personne bien connue des baigneurs, sera ouvert à Pietrapola, et que les prix de la pension seront très-modérés. Chaque année, le nombre des pièces habitables augmente, et, dès à présent, le concessionnaire peut livrer aux baigneurs plus de cinquante chambres, qu'il louera au prix de 20 ou 25 fr. chacune, pour quinzaine, pendant cette saison.

COMPENDIO

DEL MANUALE DELL'ARCICONFRATERNITA

DEL SANTISSIMO ED IMMACOLATO

CUORE DI MARIA

PER LA CONVERSIONE DE' PECCATORI.

Eratta in Parigi nella Parrocchia di N. S. delle Vittorie, a cui sono aggregate, con approvazione di Mgr Vescovo, molte Chiese di Corsica.

Prix 30 centimes.

A Ajaccio, chez M. l'abbé Spinosi ; — à Corte, chez M. Poli. Directeur des Postes ; — à l'île-Rousse, chez M. Rehora.

ANNUAIRE

DE L'ORDRE

JUDICIAIRE

DE FRANCE.

Contenant : 1^{re} la nomenclature complète du personnel des Cours, Tribunaux de première instance, Tribunaux de commerce et Justices de paix du royaume ; 2^o les Tableaux d'Avocats exerçant près les différentes juridictions ; 3^o la liste de tous les Notaires, celle des Avoués d'appel et de première instance, des Huissiers, Commissaires-Priseurs, etc., etc., tant de la France que des Colonies.

PUBLIÉ PAR UN EMPLOYÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

1844. — 1^{re} année. — 1 joli Vol. gr. in-18.

PRIX : broché, 4 fr. ; cartonné, 5 fr.

AVIS

Il a été trouvé sur la route royale de Bastia à Ajaccio un portefeuille contenant des valeurs. La personne qui l'aurait regardé n'a qu'à se présenter chez M. Dominique Mignucci, rue droite à Bastia.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

ARLES, 3 courant. mistick Assomption, de 29 tx, c. Stretti, diverses.

BONIFACIO, 3 id. tartane Deux-Sœurs, de 40 tx, c. Stretti, en lest.

LIVOURNE, 3 id. bat. à vap. Maréchal Sebastiani, de 31 tx, c. Sisco, passagers.

ARLES, 4 id. bk-gite Conception, de 40 tx, c. Marini, diverses.

RIO, 4 id. bk Valery Jean, de 120 tx, c. Sciacaluga, minéral.

MARSEILLE, brick Migliacciari, de 125 tx, c. Guisella, diverses.

MARSEILLE, 7 id. paquebot-poste Bastia, de 120 chev. c. Santi, dépêches et passagers.

DÉPARTS.

GENÈS, 1^{er} courant. bk-gite Ville de Bastia, de 75 tx, c. Zuani, planches.

LIVOURNE, 1^{er} id. mistick Assomption, de 29 tx, c. Thiers, en lest.

RIO, 1^{er} id. bk Valery Jean, de 120 tx, c. Sciacaluga, en lest.

MARSEILLE, 2 id. paquebot-poste Ajaccio, de 120 chev. c. Prudent, dépêches et passagers.

A LA PLAGE, 3 id. bk-gite Conception, de 60 tx, c. Erso, en lest.

LIVOURNE, 5 id. bateau Jolie Cléante, de 21 tx, c. Sanguinetti, en lest.

GENÈS, 5 id. mistick Misericorde, de 44 tx, c. Vedrin, planches.

A LA PLAGE, 5 id. gondole Conception, de 25 tx, c. Gabrielli, en lest.

A LA PLAGE, 6 id. tartane Glaucuse, de 46 tx, c. Maurel, en lest.

A LA PLAGE, 5 id. chasse-marée, Amélie, de 56 tx, c. Cagé, en lest.

LIVOURNE, 7 id. bat. à vapeur Télégraphe, de 53 tx, c. Lota, passagers.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

sans fondement, et qu'un dernier délai de huit jours, qui a dû expirer le 3 août, avait été accordé à l'Empereur de Maroc pour donner une réponse décisive à l'ultimatum du gouvernement français. Voici ce qu'on lit dans le *Messenger*.

• L'Empereur de Maroc a fait répondre, le 11 juillet, par son ministre Sid Mohammed-Bendris, à la lettre que le consul-général du Roi, à Tanger, M. de Nion, lui avait adressée, le 23 juin, pour lui faire connaître les intentions du gouvernement du Roi. Cette réponse, arrivée à Tanger le 22 juillet, est dilatoire et évasive.

• L'Empereur y reconnaît les agressions commises sur notre territoire, promet la punition des caïds qui s'en sont rendus coupables, et demande le rappel du maréchal Bugeaud, à raison de la prise d'Ouchida. Il ne s'explique en aucune façon au sujet d'Abd-el Kader.

• Au reçu de cette lettre, et sur les informations de M. le maréchal Bugeaud, portant qu'en fait, la guerre continuait sur la frontière de l'Algérie, M. le prince de Joinville s'est porté le 23 juillet, sur le *Pluton*, devant Tanger. S. A. R. a fait arriver et a gardé à son bord le consul-général du Roi à Tanger, sa famille et un certain nombre de nos nationaux.

• S. A. R. a envoyé le bateau à vapeur le *Zéloc* le long de la côte occidentale du Maroc, jusqu'à Mogador, pour recueillir également nos a. ens consulaires et nos nationaux.

• M. de Nion a adressé, le 23 juillet, à l'Empereur de Maroc une nouvelle lettre, demandant une réponse précise et définitive, et donnant huit jours de délai avant l'ouverture des hostilités. M. le prince de Joinville, avec M. de Nion à son bord, est retourné à Cadix jusqu'à l'expiration de ce délai.

• Du côté de notre frontière de terre, le caïd d'Ouchida, El-Gemouani, a été destitué et mis aux fers, et Sidi-Hammida-Ben-Ali, son successeur, a fait à M. le maréchal Bugeaud des ouvertures pacifiques. Le maréchal a répondu qu'il voulait le maintien de la paix, mais aux conditions exprimées par le gouvernement du Roi.

• L'Empereur a quitté Maroc pour remonter vers le nord de son empire, et sans recevoir lui-même M. Drummond Hay, consul-général d'Angleterre, qui s'est mis en route dans l'intention de le rejoindre.

— On lit dans le *Nouveliste* du 10 : Nous avons sous les yeux une lettre d'un officier à bord du brick de guerre l'*Argus*, datée devant Tanger le 2 août, dix heures du matin.

Cette lettre confirme les nouvelles reçues par différentes voies, d'une attaque imminente contre Tanger. L'ordre avait été donné à l'escadre d'ouvrir le feu à deux heures de l'après-midi. On pensait que trois heures suffiraient pour réduire la place.

On annonçait que des masses de Kabyles s'avancèrent de l'intérieur. Mais cela donnait peu d'inquiétudes. L'empire du Maroc obligé de se défendre par terre et par mer, ne saurait opposer une longue résistance.

— Nous lisons dans le *Toulonnais* : Le bâtiment à vapeur l'*Achéron*, commandé par M. Arnault de Gorse, parti d'Oran le 4 août, est arrivé aujourd'hui sur notre rade en cours de réparation et porteur de dépêches pour le gouvernement.

Nous avons appris par ce navire que le maréchal Bugeaud venait d'expédier au prince de Joinville, l'ordre d'occuper Tanger et Mogador, à l'expiration du délai fixé par l'ultimatum.

De son côté le maréchal à la tête de l'armée expéditionnaire composée de 14 à 15,000 hommes, se disposait à prendre l'offensive.

Dix heures du soir. — Nous venons d'apprendre qu'une dépêche télégraphique arrivée ce soir,

prescrit le départ immédiat des vaisseaux l'*Océan*, l'*Infatigable* et le *Neptune*. Ces bâtiments doivent mettre à la voile demain matin. Nous ne connaissons pas leur destination, mais tout fait présumer qu'ils se rendent devant Tanger.

— Nous lisons dans les *Débats* : On a annoncé que le premier acte de la guerre devait être le bombardement de Tanger par l'escadre de M. le prince de Joinville. Nous croyons que c'est une erreur. Tanger doit être considérée comme une ville européenne; c'est le centre du commerce des nations chrétiennes; le bombardement de cette ville ferait un tort immense aux intérêts des résidents étrangers, et n'en ferait aucun à l'empereur de Maroc. On assure que M. le prince de Joinville a pour instruction d'attaquer les ports réellement nationaux, c'est-à-dire Mogador, Mazagan, Salé et Larache.

Nouvelles Diverses.

— On lit dans le *Globe* : La visite du roi Louis-Philippe aura lieu au commencement de septembre. Le roi viendra tout exprès pour servir de parrain au royal enfant. Avant que la reine d'Angleterre quitte la France, le roi lui avait exprimé le désir d'être présent au baptême du prochain enfant de S. M. Cependant Louis-Philippe comme catholique romain ne peut assister personnellement à aucune des cérémonies religieuses du protestantisme sans une permission du pape. Il est probable néanmoins que le roi sera présent à la chapelle, mais représenté par quelqu'un pour la cérémonie.

— Le *Bulletin des Lois* promulgue la loi qui ouvre un crédit extraordinaire pour l'entretien en Algérie de 25,000 hommes en sus de l'effectif déterminé par la loi du 24 juillet 1843, et pour diverses dépenses non prévues au budget de la guerre.

— Il paraît qu'il y aura une promotion de pairs en octobre prochain. Plusieurs députés, entre autres MM. le général Durieu, le général Bonnaud, le général Duguérou, le général Meynadier et MM. Jacques Lefebvre, Pédre-Lacaze, Mariel et Benjamin Delessert, anciens députés; M. Jayr, préfet du Rhône; M. de Lacoste, préfet des Bouches-du-Rhône et M. Paulze d'Ivoy, ancien préfet, feront, dit-on, partie de cette promotion.

— Nous apprenons avec regret que M. de Lamartine, n'ayant pu trouver une résidence selon son goût dans le voisinage des bords de mer, s'est décidé à pousser son voyage jusqu'aux bords d'Ischia.

M. de Lamartine prendra passage sur la *Marie Antoinette*, qui part demain pour Naples.

— M. de Lamartine s'est embarqué aujourd'hui, à deux heures de l'après-midi, sur la *Marie Antoinette*; un grand nombre de personnes étaient venues à bord de ce paquebot pour assister au départ de l'illustre voyageur.

Au nombre des passagers de la *Marie Antoinette* se trouvait encore le prince de Piombino, accompagné de sa suite.

— Nous lisons dans le *Nouveliste de Marseille* du 8 août.

« Ce matin, le *Rechid*, bateau à vapeur de guerre de la marine égyptienne, a mouillé dans notre port, et a fait les saluts d'usage qui lui ont été rendus par les forts.

« Ce navire amène en France sous la conduite de Stephan Effendi une colonie de jeunes égyptiens qui viennent compléter leur éducation dans nos écoles, et à la tête desquels sont Hussein-Bey, l'un des fils de Méhémet-Ali et Achmet-Bey fils d'Ibrahim-Pacha.

« Trente-six jeunes gens appartenant aux prin-

cières familles du pays accompagnent les princes, et seront leurs camarades d'études.

« Le *Rechid* et ses augustes passagers sont adressés, à Marseille à MM. Pastre frères.

« Ce n'est pas la première fois que l'Egypte envoie ses enfants puiser aux sources de la civilisation et de l'industrie modernes. Cent jeunes égyptiens ont déjà fait, il y a quinze ans, le voyage de Paris, aux frais de Méhémet-Ali; ils se sont initiés, par un laborieux apprentissage, aux sciences et aux arts, et plus tard ils ont reporté dans leurs pays les trésors d'une éducation toute française.

« Cette fois le vice-roi d'Egypte confie à la France ses propres enfants, qu'ils soient les bienvenus! Nous saluons leur arrivée comme un nouveau gage des liens qui doivent rattacher de plus en plus le nom français aux populations du Levant.

— Plusieurs journaux ont annoncé que Mme Lafarge avait obtenu sa grâce entière et que même elle était retirée à Bordeaux. Ce bruit est complètement dénué de fondement; quand Mme Lafarge obtiendra un adoucissement à sa peine elle aura une commutation et non une grâce entière.

— Les astronomes font de grands préparatifs pour observer les pluies d'étoiles filantes, qui auront lieu infailliblement dans les nuits des 10, 11 et 12 et 13 de ce mois.

Nouvelles de Taïti.

Du 26 mars. — Les hostilités sont commencées. Le camp retranché de la baie de Tarava, près de Tai abou, a été attaqué le 21 de ce mois.

Ce jour-là, vers deux heures de l'après-midi, deux coups de fusil se firent entendre dans la direction du mamelon où se trouve la première sentinelle avancée. Aussitôt M. Mariani, capitaine d'at-tat-major, commandant la baie, fit prendre les armes et envoya deux patrouilles, l'une de voltigeurs, commandée par un officier; l'autre composée de matelots, et commandée par un élève de marine, pour faire une reconnaissance dans les ravins qui viennent aboutir à la baie.

Les marins, guidés par un Indien, tombèrent dans une embuscade, et reçurent une fusillade à laquelle ils ripostèrent mal, parce que leurs fusils étaient chargés depuis trois ou quatre jours, et le temps fort humide, ne faisaient pas bon feu (ils étaient à silex). Les marins battirent alors précipitamment en retraite, à travers les coraux et les broussailles et sous le feu ennemi, qui tua un homme et en blessa un autre. En entendant la fusillade, M. Mariani commanda un officier et trente hommes pour aller protéger la retraite des marins. A cinq heures, le mamelon où avait eu lieu le premier engagement, et qui était cette fois occupé par dix hommes, fut de nouveau attaqué; on y dirigea de suite trente hommes qui débouquèrent les indigènes au moment où ils prenaient position. Bientôt une ligne de feu, qui entourait le fort dans un arc de cercle qui s'étendait depuis l'arrière du mamelon jusqu'à la grande case de la Reine, révéla le nombre des insurgés. On riposta par un feu de deux rangs bien nourri. Quarante voltigeurs se déployèrent en tirailleurs dans une bonne position, et secondèrent la mousquetterie du fort. Un obusier, bien servi par quelques canonniers, dirigeait sa mitraille sur les points où le feu paraissait le mieux soutenu; de plus, la corvette l'*Embuscade*, mouillée à un kilomètre du champ de bataille, dirigea heureusement quelques obus, ce qui fit qu'insensiblement les feux de l'ennemi s'éteignirent. Il était sept heures passées, la nuit arrivait, on ne pouvait par conséquent les poursuivre à travers les ravins impraticables dans lesquels ils

s'étaient retirés. Des coups de fusils furent tirés jusqu'à minuit.

A la première nouvelle de ces événements, le gouverneur s'est embarqué à bord du bateau à vapeur le *Phaéton*, et s'est rendu sur les lieux.

Nos pertes n'ont pas été considérables : deux hommes tués, un enlevé par l'ennemi et sept blessés. La perte des insurgés n'est pas bien connue; seulement le lendemain on a trouvé cinq cadavres dans les grottes; on estime qu'ils ont eu au moins cinquante hommes hors de combat. Ce résultat toutelois est bien à être considéré, et ne peut être que d'un effet médiocre sur l'ennemi.

En revenant à Papeiti, comme le *Phaéton* longeait la côte, lançant des obus sur les cases indigènes rebelles qui se trouvaient à sa portée, on aperçut avec étonnement dans une baie deux retranchements assez vastes pour abriter chacun deux cents combattants dont on voyait les têtes par dessus le parapet. Plus on a examiné cette fortification et plus on l'a trouvée régulière. Au milieu se trouvait le pavillon de la Reine Pomare. Quelques Européens, qui paraissaient commander, sont venus sur le rivage pour provoquer un débarquement. La prudence commandait de ne rien faire. On s'est contenté de leur envoyer quelques volées de coups de canon, ce qui a paru les effrayer bien peu, car ils n'ont pas bougé.

On évalue à deux cents le nombre des aventuriers anglais et américains qui se trouvent parmi les insurgés, qui eux-mêmes sont au moins douze cents, et généralement bien armés. Ils ont des munitions de guerre en abondance et quatre pièces de canon.

La Reine est toujours à bord du navire anglais le *Basilic*. Il n'est plus question de sa soumission depuis que le bruit s'est répandu que quinze cents combattants avaient son pavillon. L'escadre anglaise, qui doit aider à nous exterminer, est toujours attendue avec confiance par les indigènes. Papeiti est toujours en état de siège, mais n'a pas encore été attaqué.

Voici quelles sont nos forces : A Taïrabou, une compagnie de voltigeurs et une compagnie de débarquement de matelots, plus un détachement d'artillerie, soutenus par la corvette l'*Embuscade* armée de trente obusiers. A Papeiti, deux compagnies d'infanterie de marine, une compagnie de débarquement et six-vingt quinze artilleurs; en rade, les frégates l'*Uranie* et la *Charte*, et la corvette la *Mourthe*. — Le *Phaéton* et deux goélettes servent à établir des communications entre les deux points, pour surveiller efficacement la côte et empêcher des débarquements de munitions; il faudrait au moins un autre bateau à vapeur.

Nous ajouterons à l'appui de ce qu'on vient de lire l'extrait d'une lettre datée du camp de Rasanau qu'on a bien voulu nous communiquer.

Taïti, 24 mars. Depuis le 25 du mois dernier, M. Mariani, notre compatriote, a été obligé de construire un fort avec blockhaus à l'isthme de Rasanau, il a été nommé commandant supérieur ayant sous ses ordres une compagnie de voltigeurs, une compagnie de débarquement et la corvette l'*Embuscade*. Cet officier a vivement poussé ses travaux sous que les Indiens l'aient gêné; mais le 21 il a été, tout à coup, attaqué par 4 ou 500 insurgés avec lesquels il eut un engagement qui a duré environ 3 heures. Nous avons brûlé 5,000 cartouches, et tout le monde s'accorde à dire ici que l'affaire a été assez belle.

Le gouverneur est arrivé ce matin avec le bateau à vapeur le *Phaéton*. Il a sincèrement complimenter M. Mariani devant son camp et lui a laissé une nouvelle compagnie.

— On lit dans le *Morning Chronicle* :

« Ce n'était pas un consul anglais, c'était seulement un Peitchard qui a été saisi et jeté en prison comme félon. »

Voilà un aven du moins utile à enregistrer.

VENTE JUDICIAIRE.

On fait savoir à tous qu'il appartiendra, qu'en exécution d'un jugement du tribunal civil séant à Bastia, prononcé le treize du mois de juillet dernier sur la requête présentée par MM. Anioine-Gregori, négociant, Jean-Baptiste de Taralla et Étienne-Émile Camoin-Vence, avocats, demeurants et domiciliés à Bastia, comme syndics définitifs de l'union des créanciers de la faillite du sieur Roch Lucciana, ex-commerçant, demeurant et domicilié à Bastia, assistés de M. Gasevecchie, avoué au dit tribunal.

Il sera procédé aux requêtes poursuites et diligences desdits syndics, à la vente aux enchères au plus offrant et dernier enchérissant, en l'honneur de M. Vincent Guasco, notaire, résidant à Bastia, rue Spinola, le NEUF SEPTEMBRE 1844, à dix heures du matin, jours et heures suivants; des biens immeubles dépendants de la faillite dudit S. Lucciana, qui sont ci après désignés, divisés en trente-huit lots et sur la mise à prix fixée à chaque lot, ainsi qu'il suit :

PREMIER LOT.

Le premier lot est composé de la boutique à l'extrémité vers l'Ouest avec l'arrière-boutique, et deux pièces d'entresol correspondant au bas, au rez-de-chaussée de la maison neuve sise à Bastia sur la nouvelle traverse, mise à prix. . . 3,000 fr.

DEUXIÈME LOT.

Le deuxième lot est composé de la boutique et entresol à côté du premier lot, et en tout semblable à ce dernier; mise à prix . . . 3,000 fr.

TROISIÈME LOT.

Le troisième lot, qui suit le second, est composé de la boutique et entresol comme aux deux premiers lots, et de plus, de la moitié du dessous d'escalier contigu avec une sortie sur le vestibule; mise à prix . . . 3,100 fr.

QUATRIÈME LOT.

Le quatrième lot est composé au Levant du vestibule de la boutique et entresol comme les lots précédents; plus de l'autre moitié du dessous d'escalier avec une sortie sur le vestibule; mise à prix . . . 3,100 fr.

Les troisième et quatrième lots devront faire l'escalier de la maison du rez-de-chaussée à l'entresol, où ils auront chacun une porte.

CINQUIÈME LOT.

Le cinquième lot, qui est à côté du quatrième, est composé de la boutique et entresol, comme le premier et le second lot; mise à prix. 3,000 fr.

SIXIÈME LOT.

Le sixième lot, touchant le cinquième, est composé de la boutique avec arrière-boutique à triangle et de l'entresol; mise à prix. . . 2,700 fr.

SEPTIÈME LOT.

Le septième lot est composé de tout le premier étage de ladite maison neuve, comme il se trouve; mise à prix. . . 6,000 fr.

HUITIÈME LOT.

Le huitième lot est composé du second étage de ladite maison percée au premier étage; plus d'une pièce obscure sur l'arceau au-dessus de la petite ruelle, se trouvant entre deux pièces, l'une

vers la Traverse, l'autre vers la rue St-Angelo, qui appartient aux frères Péké; mise à prix. . . 5,000 fr.

NEUVIÈME LOT.

Le neuvième lot est composé du troisième étage de la même maison neuve, pareil à l'étage composant le huitième lot; plus d'une pièce sur l'arceau de la ruelle vers la rue St-Angelo; mise à prix . . . 5,000 fr.

DIXIÈME LOT.

Le dixième lot est composé du quatrième étage en tout semblable au troisième étage, faisant partie de ladite maison neuve; et dans l'état où se trouve le quatrième étage se trouve; plus du droit d'habitation; mise à prix. . . 1,000 fr.

Ladite maison neuve tenant d'une part à la rue St-Angelo, d'autre part à la traverse, d'un côté au sieur Damié.

VIENNE MAISON LUCIANA AVEC LE NOUVEL APPET NON TERMINÉ, SISE A BASTIA, ENTRE LA RUE DROITE ET LA NOUVELLE TRAVERSE.

ONZIÈME LOT.

Le onzième lot est composé de la cave au-dessous du rez-de-chaussée de ladite vieille maison, en comptant du niveau de la nouvelle traverse; mise à prix. . . 450 fr.

DOUZIÈME LOT.

Le douzième lot est composé du rez-de-chaussée de ladite vieille maison tel qu'il se trouve; mise à prix. . . 4,500 fr.

Ce lot est grevé de l'usufruit d'une chambre dite la salle au profit du sieur Laurent Lucciana, sa vie durant, en vertu d'acte passé devant M. Vincent Guasco, notaire à Bastia, le dix-huitième mil huit cent trente-cinq, et l'acquéreur devra supporter cette charge.

TREIZIÈME LOT.

Le treizième lot est composé de deux chambres de ladite vieille maison, contigües à l'étage des conjoints Luri, qui est le premier au-dessus dudit rez-de-chaussée. Ces deux chambres situées vers la rue droite; mise à prix. . . 1,200 fr.

QUATORZIÈME LOT.

Le quatorzième lot est composé du deuxième étage de ladite vieille maison, toujours en comptant du niveau de la traverse, actuellement loué à madame veuve Portafax; mise à prix. 6,500 fr.

Cet étage est grevé d'une pension viagère de quinze francs par mois en faveur du sieur Laurent Lucciana, suivant l'acte précité du dix-huit août mil huit cent trente-cinq, et l'acquéreur devra supporter cette charge.

QUINZIÈME LOT.

Le quinzième lot est composé du troisième étage de ladite vieille maison, qui a servi d'habitation au S. Roch Lucciana; mise à prix. 7,000 fr.

SEIZIÈME LOT.

Le seizième lot est composé du quatrième étage ou mansardes dans l'état où elle se trouve dépendant de ladite vieille maison; mise à prix. . . 2,300 fr.

La dite vieille maison Lucciana tient d'un côté à la Traverse et d'un autre côté elle donne sur la rue Droite.

DIX-SEPTIÈME LOT.

Le dix-septième lot est composé de deux moufins dans un seul corps de bâtiment situé à Bivico, territoire de Biguglia, avec places, écuries, maisonnette, canal et prise d'eau, le tout clos de



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

PRIX
DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8
Un an 16
Pour le Continent 20 fr.
Pour l'Étranger... 24
PRIX D'INSERTION.
Diverses 40 c.
Judiciaires 35 c.
Les lettres et annonces doivent être adressées franco.

Bastia.

Le *Progressif* est dans l'erreur. Il a encore une fois tort sur les affaires de la commune de Casabianca. Si se fût mieux renseigné il aurait appris que ce n'est point par le chiffre 15 fr. placé d'avance sur les cadres imprimés des budgets que ladite commune a été obligatoirement abonnée au *Journal de la Corse* en 1842 et en 1843, mais par suite de vote dont la teneur suit :

- L'an 1842 le 1^{er} février.
- Le conseil municipal de Casabianca, réuni au lieu accoutumé, en séance ordinaire, sous la présidence de M. Arena (François-Antoine) maire.
- Sur la proposition qui lui a été faite par M. le maire de voter la somme nécessaire pour l'abonnement, pendant l'année 1842 au *Journal de la Corse*.

Attendu que la possession de ce journal ne peut qu'être utile à l'administration municipale, tant sous le rapport des nouvelles politiques qu'il renferme, que pour les différents actes administratifs qui y sont insérés.

- Le conseil municipal a autorisé le maire à prendre un abonnement au journal précité pour l'année 1842, et que la somme de 15 fr. à laquelle s'élève le prix de cet abonnement sera prélevée sur les fonds de la commune provenant de l'excédant de l'exercice 1841.
- La présente délibération sera transmise à M. le préfet, pour être revêtue de son approbation, et ont les membres présents signés.

(Suivent les signatures.)
Un pareil vote a été renouvelé pour l'année 1843, tant par une délibération conçue dans les mêmes termes, que par un crédit proposé au budget, et écrit de la main du maire, qui ne s'est certainement pas relevé de sa tombe, ou il est descendu depuis un an, pour venir altérer les écrits de son administration.

D'après les renseignements qui nous ont été donnés, nous pouvons répondre aux questions suivantes que le *Progressif* a posées dans son numéro 82.

- 1^o Les frais d'administration de la sous-préfecture de Bastia auraient été augmentés sans nécessité, sur la demande de M. le sous-préfet etc. à l'époque de la candidature de M. de Gasparin.
- 2^o Ce fonctionnaire ferait sur cet abonnement un bénéfice illicite, et favoriserait, dans des vues d'intérêt privé, un cumul d'emplois défendu par la loi.

La solution de ces questions se trouve soit dans le *Moniteur*, soit dans le *Bulletin des lois*, soit dans les actes officiels.

Les frais d'administration de la sous-préfecture de Bastia avaient été fixés à 3,400 fr. lors de la création des préfectures. Depuis 1800 l'importance administrative départementale s'est accrue en Corse comme dans toutes les parties de la France, importance qui a été reconnue par les

conseils généraux et le pouvoir législatif. En effet sur le vote itératif des conseils susdits que celui de la Corse a souvent exprimé, et en dernier lieu surtout, dans les termes que nous allons citer, le crédit affecté à la dépense précitée a reçu depuis 1840 une petite augmentation sur le budget de l'Etat, augmentation à laquelle la sous-préfecture de Bastia a participé comme la plupart des sous-préfectures du royaume.

- Session de 1837. — Une augmentation pour l'abonnement des sous-préfectures a été votée au budget du ministère de l'intérieur.
- Le conseil général prie M. le ministre de faire participer, à la distribution de ce fonds, la sous-préfecture de Bastia, d'après l'importance de cet arrondissement et la multiplicité des travaux administratifs dont elle est chargée.

Les dispositions ainsi que la date de l'ordonnance royale dont voici le texte, suffisent pour détruire les assertions du *Progressif*.

- Louis Philippe, Roi des Français, etc.
- Vu la loi du 10 août dernier qui a fixé le budget des dépenses de l'Etat pour 1840;
- Vu l'art. 5 de l'ordonnance du 15 mai 1822;
- Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er} Les frais d'administration des sous-préfectures sont fixés à partir du 1^{er} janvier 1840, conformément au tableau ci-après :

- Département de la Corse arrondissement de Bastia 4,000 fr. (1).
- Art. 2. La moitié des frais d'administration des sous-préfectures continuera d'être affectée spécialement aux traitements des employés de leurs bureaux, conformément à l'art. de l'ordonnance du 15 mai 1822.
- Art. 3. Notre ministre secrétaire d'Etat etc.

Au Palais des Tuileries le 21 décembre 1839.
Signé : LOUIS PHILIPPE.

Depuis cette époque il n'y a plus eu la moindre augmentation, quoique celle accordée ne soit pas en rapport avec les besoins du service administratif de cet arrondissement.

L'explication de la deuxième question du *Progressif* se trouve résolue dans les *comptes d'emploi* que les sous-préfets présentent annuellement aux conseils d'arrondissement et qui sont soumis à la sanction ministérielle.

L'article 4 de l'ordonnance royale du 17 avril 1839, qui est le code sur la matière résoud la question d'incompatibilité dénoncée par le *Progressif*.

Après ces courtes explications le public peut

(1) L'ordonnance générale qui comprend les autres sous-préfectures doit exister à la préfecture et la circulaire ministérielle dont on transcrit ci-après le premier paragraphe seulement étant très longue, explique les motifs d'après lesquels le gouvernement n'a pas pu augmenter les frais d'administration suivant les demandes des conseils d'arrondissement et généraux; l'augmentation comprise au budget n'étant que de 41,000 fr.
• M. le préfet une ordonnance du roi, du 21 de ce mois, a décerné à partir du 1^{er} janvier 1840 les frais d'administration des sous-préfets en répartissant le crédit de 1,214,000 fr. alloués avec cette destination au chapitre XXVI du budget du ministère de l'intérieur.
• Elle a fixé les frais administratifs des sous-préfectures de « votre département ainsi qu'il est indiqué sur l'extrait placé à la suite de la présente etc. »

jouer de plus en plus de l'esprit qui dirige la politique de ce journal et apprécier à sa juste valeur tout ce qui vient de cet organe.

Par ordonnance royale du 2 du courant, M. Multedo, sous-préfet d'Yssingeaux, a été nommé receveur particulier des finances à Bastia.

NÉCROLOGIE.

Le lieutenant-Colonel Arrighi, Commandant de place à Blidah, officier de la légion d'honneur a succombé, pendant la nuit du 14 au 15 du courant, dans le sein de sa famille à Corte, à un coup d'apoplexie foudroyante.

La ville tout entière, consternée à la nouvelle de cette mort, si soudaine et si inattendue, plusieurs compagnies et les officiers de la garnison, profondément affligés de la perte d'un glorieux débris de la grande armée, se sont empressés de venir rendre les derniers devoirs à sa dépouille mortelle. Deux discours, qui ont profondément ému l'auditoire et fait couler bien des larmes, ont été prononcés sur sa tombe par MM. l'avocat Guelfucci et Michel Filippini, et c'est de ces discours qu'a été extraite cette notice nécrologique.

M. Arrighi, Pierre-Marie est né à Corte le 1788. En 1806 il entra au service comme lieutenant des Chasseurs Corses. Nommé sous-lieutenant l'année suivante, il fut attaché à l'état-major du général Berthier. Promu en 1811 au grade de capitaine dans le 35^{me} régiment de la Méditerranée, il eut le bonheur de voir de près le Grand homme, auquel il s'attacha avec l'enthousiasme d'un brave, la dévotion et la fidélité d'un frère.

Incorporé dans les flanqueurs de l'île d'Elbe, l'empereur lui confia la garde de sa personne et l'honneur de sa confiance. Il posait le pied sur le rivage de Cannes dans le même temps que l'Empereur, et aussitôt arrivé à Paris, il reçut le commandement d'une compagnie du 1^{er} régiment de la garde impériale, et la veille du départ pour Waterloo, Napoléon attacha lui-même l'étoile des braves sur la poitrine du fidèle compagnon de l'exil.

• Nous avons tous ressenti, a dit M. Guelfucci, l'effet magique de ces paroles suprêmes de courage désespéré : la garde mourut et ne se rend pas ! Le capitaine Arrighi les répétait avec cent mille braves au bruit du choc des fronts de bataille, lorsqu'il recevait le baptême du feu ! Son sang coule et se mêle à celui de tant de victimes d'un désastre si funeste.

• Après le licenciement de l'armée, a dit M. Filippini, M. Arrighi rentra dans ses foyers et reprit la vie civile : chacun put admirer alors la grande aménité de son caractère et la parfaite tranquillité de son âme, chacun put contempler en lui l'homme qui, après le bruit et l'agitation des camps, savait se plier sans peine aux paisibles habitudes de la famille et à la douce quiétude de la campagne.

murs avec un terrain pour le passage le long du canal soutenu en partie par un mur; ledit terrain de deux mètres environ de largeur; et un autre terrain de cinq ares environ au-dessous le long de la rivière, et où passe le chemin pour aboutir aux moulins; mise à prix. . . 23,500 fr.

DIX-HUITIÈME LOT.

Le dix-huitième lot est composé d'une pièce de terre appartenant au moulin au-dessous vers l'Ouest, de l'étendue de dix-huit ares environ comprise entre la rivière et le canal jusqu'au terrain au long servant de passage, en partie soutenue par un mur et de deux mètres de largeur environ, dans laquelle pièce de terre se trouvent cinq pieds d'oliviers, ainsi que des ormes et des abricotiers et une autre pièce de terre au-dessous vers l'Est de l'étendue de six ares environ, contenant vingt-cinq pieds d'oliviers; mise à prix. . . 300 fr.

DIX-NEUVIÈME LOT.

Le dix-neuvième lot est composé d'un enclos situé au même lieu Bivincio, de la contenance de quinze ares environ de terre ensemencable avec cinquante-deux plants d'oliviers, dont deux sauvages; mise à prix. . . 300 fr.

VINGTIÈME LOT.

Le vingtième lot est composé d'un autre enclos au même lieu, de la contenance de cinquante-quatre ares environ avec huit oliviers, quatorze ormes et un poirier; mise à prix. . . 426 fr.

VINGT-UNIÈME LOT.

Le vingt-unième lot est composé d'un autre enclos au même lieu, avec huit pieds d'olivier, dont un sauvage de l'étendue de soixante-douze ares environ; mise à prix. . . 595 fr.

VINGT-DEUXIÈME LOT.

Le vingt-deuxième lot est composé d'un autre enclos au même lieu, au-dessus du canal des moulins, avec quatre oliviers, huit ormes et deux cèdres, de la contenance de soixante-trois ares environ; mise à prix. . . 375 fr.

Les biens portés sous les 17, 18, 19, 20, 21 et 22 lots, lesquels font un seul corps, tiennent d'une part au torrent de Bivincio et d'autre part à la propriété de M. Arnaud.

VINGT-TROISIÈME LOT.

Le vingt-troisième lot est composé du pressoir et des deux chambres au-dessus, faisant partie de la maison à Monserrato, territoire de Bastia, tenant à l'église avec usage commun de la place devant et droit d'usage aussi au four situé sur cette place; mise à prix. . . 1,800 fr.

VINGT-QUATRIÈME LOT.

Le vingt-quatrième lot est composé de deux chambres limitrophes aux quatre ci-dessus, en face de l'escalier, avec une petite cave au-dessous; plus les mêmes droits que pour les deux lots qui précèdent et droit de passage vers le petit jardin au nord, ce passage de la largeur de deux mètres, soit à partir de l'angle du mur de la loge à pourcelaux existant à l'Est et allant jusqu'au mur de l'olivette à l'Ouest; mise à prix. . . 1,400 fr.

VINGT-CINQUIÈME LOT.

Le vingt-cinquième lot est composé de deux chambres limitrophes aux quatre ci-dessus, en face de l'escalier, avec une petite cave au-dessous; plus les mêmes droits que pour les deux lots qui précèdent et droit de passage vers le petit jardin au nord, ce passage de la largeur de deux mètres, soit à partir de l'angle du mur de la loge à pourcelaux existant à l'Est et allant jusqu'au mur de l'olivette à l'Ouest; mise à prix. . . 1,050 fr.

VINGT-SIXIÈME LOT.

Le vingt-sixième lot est composé de la maisonnette contigue à l'église du côté du Sud avec chambres de dessous et de dessus; mise à prix. . . 850 fr.

VINGT-SEPTIÈME LOT.

Le vingt-septième lot est composé du petit jardin clos au côté Nord du four et de la maison composant les lots qui précèdent, de l'étendue de deux ares, vingt-cinq centiares environ; mise à prix. . . 150 fr.

VINGT-HUITIÈME LOT.

Le vingt-huitième lot est composé de l'olivette au même lieu au-dessus de l'église à l'Ouest, contenant vingt-sept pieds d'olivier et vingt pieds de figuier de l'étendue de douze ares environ; mise à prix. . . 514 fr.

VINGT-NEUVIÈME LOT.

Le vingt-neuvième lot est composé de la vigne contigue à l'olivette qui forme le lot précédent de l'étendue de dix-huit ares environ; mise à prix. . . 510 fr.

Les biens composant les lots 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 29 lesquels font un seul corps, tiennent d'un côté au chemin public, d'un autre côté au sentier qui conduit au jardin Farinole et à d'autres propriétés; d'une part à l'église de Monserrato.

TRENTIÈME LOT.

Le trentième lot est composé de l'olivette située audit lieu Monserrato, au-dessus de l'église, dont elle est séparée par le chemin public vers l'Ouest, contenant soixante-dix pieds d'olivier, dont un en dehors du portail, de l'étendue de quarante-cinq ares environ, avec une petite maison; mise à prix. . . 2,948 fr.

TRENT-UNIÈME LOT.

Le trente-unième lot est composé de la vigne à Pastoreccia, territoire de Bastia, quartier d'Agliani, de l'étendue de quinze ares environ, où se trouve un figuier et un petit terrain planté de rosiers, tenant de l'Est à M. Marinetti, du Midi au torrent, de l'Ouest à M. Arnaud et du nord à la dame veuve Roman; mise à prix. . . 510 fr.

TRENT-DEUXIÈME LOT.

Le trente-deuxième lot est composé de la vigne située à Belgodere, territoire de Bastia, de l'étendue de vingt-cinq ares, avec deux ares environ de jardin, contenant un poirier, des pommiers, seize pieds de citronnier et onze oranges; plus une are environ de terre ensemencable, tenant d'un côté à la femme de M. Ubalde Benedetti, du Midi à M. Viale, de l'Ouest à Jérôme Casale, du Nord à la vigne portée au 34^e lot ci-après; mise à prix. . . 1,255 fr.

TRENT-TROISIÈME LOT.

Le trente-troisième lot est composé d'une olivette située audit Belgodere, de l'étendue de douze ares environ, contenant vingt-sept pieds d'oliviers, tenant d'une part aux frères Pekle, d'autre part aux hoirs de M. Modeste Nicolai et d'un côté à M. Ubalde Benedetti; mise à prix. . . 260 fr.

TRENT-QUATRIÈME LOT.

Le trente-quatrième lot est composé de la vigne au dit lieu Belgodere (ancienne propriété Rolli) de l'étendue de quarante ares environ, tenant d'une part à l'olivette de M. Ubalde Benedetti et à la vigne des hoirs Nicolai, d'autre part à l'olivette et à la vigne du sieur Antoine-Louis Sisco; mise à prix. . . 1,338 fr.

TRENT-CINQUIÈME LOT.

Le trente-cinquième lot est composé de la petite vigne au lieu dit Valle, quartier de Belgodere, territoire de Bastia, (ancienne propriété They), de l'étendue de quinze ares environ, tenant de l'Est au sentier, du Midi au sieur Samattei de Carado; mise à prix. . . 108 fr.

TRENT-SEPTIÈME LOT.

Le trente-septième lot est composé d'une autre petite vigne également située à Belgodere (ancienne propriété They) de l'étendue de neuf ares environ, tenant de l'Est au sieur Santelli, de l'Ouest au sieur Maggi; mise à prix. . . 120 fr.

TRENT-SEPTIÈME LOT.

Le trente-septième lot est composé d'une vigne à St-Gastano, territoire de Bastia, de l'étendue de soixante ares environ avec un grand pressoir, tenant du Midi à M. Joseph-Marie Masset, de l'Ouest au sieur Mathieu Oranga, et du Nord au sieur Degola; mise à prix. . . 2,350 fr.

TRENT-SEPTIÈME LOT.

Le trente-huitième lot est composé de l'olivette située audit lieu St-Gastano, de l'étendue de neuf ares environ, contenant soixante-dix oliviers, tenant d'une part au sieur Nicolai, d'autre part à M. le conseiller Biadelli; mise à prix. . . 370 fr.

S'adresser, pour connaître les charges et conditions, audit notaire.

Bastia, le 12 août 1844.

Pour extrait certifié sincère et véritable.

CASEVECCHIE, avoué.

Enregistré à Bastia, le 12 août 1844, P^o 120

v^o case 7. Reçu 1 fr. décime, 10 cent.

CASABOVA.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

LIVOURNE, 8 courant, mistick Assomption, de 29 tx, c. Thiers, blé.

MARSEILLE, 9 id. bombarde Jeanne-Octavie, de 20 tx, c. Bocognano, matricules.

DE LA PLAGE, 10 id. bk-gtte Conception, de 60 tx, c. Erso, charbon.

MARSEILLE, 12 id. bk-gtte Deux-Amis, de 65 tx, c. Alfonsi, diverses.

LIVOURNE, 12 id. bat. à vap. Télégraphe, de 53 tx, c. Lota, passagers.

LIVOURNE, 13 id. bateau Jeanne-Cléante, de 22 tx, c. Sanginetti, blé.

LIVOURNE, 13 id. mistick Conception, de 30 tx, c. Bonelli, blé.

LIVOURNE, 13 id. bk-gtte Assomption, de 54 tx, c. Belgodere, blé.

DE LA PLAGE, 13 id. bombarde St-Charles, de 51 tx, c. Padovani, charbon.

DE LA PLAGE, 13 id. tartane Glacense, de 46 tx, c. Maurer, charbon.

ARLES, 13 id. mistick Pipi, de 29 tx, c. Guilleta, diverses.

MARSEILLE, 13 id. bk-gtte St-Antoine, de 48 tx, c. Guasco, diverses.

MARSEILLE, 13 id. bk-gtte Gonstance, de 30 tx, c. Rogliano, diverses.

MARSEILLE, 14 id. paquebot-poste Napoléon, de 120 chevaux, c. Mouty, dépêches et passag.

DÉPARTS.

MARSEILLE, 9 courant, paquebot-poste Bastia, de 120 ch. c. Santi, dépêches et passagers.

LIVOURNE, 12 id. bat. à vap. Pozzodiborgo, de 28 tx, c. Bugliani, passagers.

LIVOURNE, 12 id. mistick Assomption, de 29 tx, c. Thiers, en lest.

AJACCIO, 13 id. bat. à vap. Maréchal Sebastiani, de 34 tx, c. Valzi, passagers.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

Rappelé à l'activité en 1823, comme capitaine dans le 49^e de ligne, M. Arrighi suivit son régiment à la Martinique, où il resta pendant quatre ans, et où le cruel fléau, qui ravagea ces riches contrées, porta les premiers atteintes à sa constitution; que les fatigues de la guerre n'avaient fait que rendre plus robuste.

A peine était-il rentré de la Martinique qu'il fut désigné pour faire partie de l'expédition d'Afrique. Un ordre du jour signa son courage et sa belle conduite à l'armée. Là il combattait à côté d'un frère plus jeune que lui, un frère donc des plus brillantes qualités de cœur et de l'esprit, et qui semblait appelé à un si bel avenir. Ce frère aussi n'est plus, et un voile mystérieux, qu'il n'est pas permis de percer, entoure son cercueil.

En 1835, M. Arrighi fut nommé au choix chef de bataillon dans le 38^e de ligne, et quelques années plus tard officier de la légion d'honneur. Lorsqu'en 1841 il fut admis dans l'état-major des places et qu'il dut partir pour Blidah, tous les officiers et sous-officiers du régiment lui donnèrent les marques les plus touchantes d'attachement et d'estime.

Le commandement de la place de Blidah avec le grade de chef de bataillon semblait devoir être pour M. Arrighi le terme de sa carrière militaire; mais sa fidélité et son courage soumis à de nouvelles épreuves, devaient lui mériter une récompense éclatante.

Nous citons à ce sujet les paroles, avec lesquelles M. Guelfucci a terminé son discours. L'ennemi s'agitait souvent autour de ce nouveau poste, confié à la fidélité, au courage éprouvé de son nouveau commandant. Un chef remuant, suivi d'une horde nombreuse de soldats, exerçait l'entour, harcelait nos soldats, exerçait des hostilités continuelles dans les environs de la place. La présence de ce chef aux portes de Blidah inspirait des craintes bien sérieuses aux colons européens et donne de l'audace aux Arabes résignés à regret à accepter notre domination. Une opération, conçue à propos et dirigée par le chef de bataillon Arrighi, fait tomber entre nos mains ce chef redoutable.

Le maréchal gouverneur, homme qui sait apprécier le dévouement et la bravoure, ne pouvait méconnaître ce service. Il revênit pour lui l'honneur d'attacher une seconde épaulette à l'uniforme d'un brave, qui avait ajouté à la force de l'armée par l'exemple du plus bel effort de dévouement et d'énergie.

Eh bien, poursuit M. Guelfucci, ce brave n'est plus! Il avait espéré raviver son corps épuisé par de si longs travaux dans la chaleur bienfaisante qui communique au cœur le baiser fraternel. Malheureux frères! le baiser de retour suivit de près le baiser de l'éternité.

Adieu ombre honorée! Ta dépouille mortelle descend dans cette terre, qui sera toujours fière de l'avoir vu naître dans son sein; mais ta mémoire restera pour nos enfants comme un de nos plus beaux modèles du mérite militaire du soldat de l'île d'Elbe, de Waterloo et de nos glorieuses expéditions d'outremer.

MAROC.

— On lit dans le *Moniteur* :

De Perpignan, 13 août, à 5 heures du soir.

Le prince de Joinville, à M. le ministre de la marine.

Devant Tanger, le 7.

Le 4, est arrivé une réponse inacceptable à l'ultimatum de M. de Nyon.

Le 5, j'ai vu M. Hay en sûreté.

Le 6 au matin, j'ai attaqué les fortifications de

Tanger; quatre-vingts pièces nous ont répondu. Au bout d'une heure, le feu était éteint et leurs batteries démantelées.

Notre perte en hommes est minime, nos avaries peu graves.

Le quartier habité par les consuls européens a été respecté.

Pour copie conforme :

Baron de Macrao.

Nous recevons ce soir par le courrier de Toulon les nouvelles suivantes apportées à Port-Vendres par la frégate à vapeur l'*Océnoque*, qui a quitté Oran le 11.

Le 6 août, dès le matin, tous les vaisseaux étaient embossés pour faire feu, il a effectivement commencé, et en peu d'instants toutes les fortifications qui dominaient et qui servaient de défense à cette ville ont été détruites de fond en comble.

Pendant quelque temps il a fallu soutenir le feu de quatre-vingts pièces que l'ennemi desservait assez bien; mais l'impétuosité de notre attaque et nos feux bien nourris ont bientôt fait cesser celui des assiégés, qui ont pris la fuite.

Nous n'avons à déplorer que la perte de deux mousses et un petit nombre de blessés, mais dont les blessures sont fort peu graves; on peut en compter vingt-cinq au plus.

S. A. R. a pris de sages dispositions pour préserver le quartier France, et elles ont été couronnées d'un plein succès.

La division devait partir le 8 pour Mogador, afin de faire subir à cette ville le même sort que Tanger.

On écrit d'Oran, le 10 août au *Toulonnais* : Le bateau garde-côte de la douane, arrivé avant-hier soir ayant annoncé avoir entendu une canonnade de 3 heures et demie près du camp du maréchal, et qu'un convoi parti de Djemma Ghazaouat, pour porter des vivres à l'armée, avait été attaqué et obligé de rebrousser chemin, le bâtiment à vapeur la *Vedette* arrivé le 4 août a reçu l'ordre de se tenir prêt à partir pour Tanger.

Nous apprenons d'une source très-sûre, dit le *Sud*, que les satisfactions accordées par l'empereur s'arrêtaient devant la clause qui concernait l'expulsion de l'émir, pour laquelle il demandait de nouveaux délais. C'est pour en finir avec ces éternelles tergiversations que, dès le 6 au matin, le prince de Joinville a donné l'ordre à l'escadre de commencer le bombardement.

Nous lisons dans le *Toulonnais* : Le 5, le prince reçut devant Tanger une dépêche du maréchal, dont le contenu le décida à commencer les hostilités.

Le 6, à 8 heures 20 minutes du matin, le *Suffren* et le *Jemmapes*, seuls vinrent embosser très-près de la ville, à 4 encablures à peu près, et le feu commença immédiatement. Deux vaisseaux seulement ont donc soutenu l'affaire.

Un instant nous avons craint qu'ils ne fussent pas suffisants pour faire taire le feu bien nourri de l'ennemi, car, il faut le dire, les Marocains se sont vivement et bien défendus; mais nous fûmes bientôt rassurés, car à 10 heures et demie la place était silencieuse, tous les canons démontés, toutes les fortifications démolies.

Le *Triton* et la *Belle-Poule* n'ayant pas pris part au bombardement de la ville, ont été envoyés pour faire taire des batteries rasantes qui se trouvaient le long de la côte. Le brick l'*Argus* occupait un poste assez exposé aux feux de la ville. Le *Cassard* était chargé de démonter une batterie de quatre canons établie sur la plage.

Bref le *Suffren*, le *Jemmapes*, l'*Argus* et le *Cassard* ont eu seuls les honneurs de la journée.

Le *Rubis* a lancé sur la ville une cinquantaine de fusées à la congère. Elles sont tombées en grande partie dans l'intérieur. La brise était défav-

orable, la mer grosse et le bâtiment roulait beaucoup.

Les divisions anglaise, danoise, espagnole et américaine, étaient présentes. Le résultat est qu'on a donné une première leçon aux Marocains, nous espérons leur en donner une seconde à Mogador.

Je puis vous assurer que c'est un très beau spectacle à contempler que les ruines de ces batteries et fortifications de Tanger, c'est alors que l'on comprend bien la puissance du canon.

Nous n'avons perdu que deux mousses, l'un du *Suffren*, l'autre de l'*Argus*. On compte 20 à 25 blessés. Les états-majors n'ont pas souffert.

Nous partons demain, dit-on, pour Mogador; après l'avoir foudroyé comme Tanger, on nous assure que l'escadre ira se ravitailler à Madère et de là reviendra en France.

On lit dans la *Sentinelle* :

Voici l'extrait des diverses correspondances : L'escadre a commencé les hostilités le 6, en rasant les fortifications de Tanger. Le prince s'est décidé à frapper ce grand coup à la lecture d'une dépêche que lui apporta, le 5, devant Tanger, le bateau à vapeur l'*Etna*. Cette dépêche était du maréchal Bugeaud, mais son contenu n'a pas transpiré.

Ordre fut aussitôt donné de canonner le lendemain matin. Mais, il fallait changer de mouillage, parce qu'on s'était tenu, jusque-là, hors de portée. Le 6 donc à la pointe du jour les vaisseaux et la *Belle-Poule*, le *Cassard* et l'*Argus* manœuvrèrent pour prendre leurs postes de combat. Le *Triton* et la *Belle-Poule*, au grand mécontentement du prince, ne purent prendre part à l'action que vers les 9 heures et demie. Le feu avait été ouvert à 8 heures par les autres bâtiments.

Les Tangeriens nous ripostèrent pendant une heure et demie, et de 9 heures et demie à midi notre escadre continua à tirer pour acheter de démolir les forts.

Nous lisons dans l'*Akhbar* du 15 août : Le bateau à vapeur sur lequel M. l'Amiral est revenu de sa tournée dans l'Ouest, apporte les nouvelles suivantes du Maroc.

Le 6, Tanger avait été bombardé par l'escadre qui est sous les ordres de Mgr le prince de Joinville. Les remparts et les forts avaient été démolis. La flotte française s'était ensuite dirigée, dit-on, sur Mogador (Soulah), afin de bombarder également ce dernier port.

Un conseil a été tenu aujourd'hui après le départ de S. A.; ce conseil était présidé par Ibrahim-Pacha, le pacha qui a été proposé à ce poste de prendre provisoirement le ponton; mais il s'y serait respectueusement refusé, donnant pour raison qu'il ne consentirait à accepter une responsabilité aussi grave qu'après qu'on serait complètement fixé sur les intentions du vice-roi; que celui-ci ferait sans doute connaître à son arrivée au Caire.

M. le consul-général de France, voulant informer son gouvernement de ce qui se passe, a retenu jusqu'au soir le paquebot français qui devait partir ce matin pour Syra.

La lettre suivante, publiée par la *Vie de l'Ouest*, donne des détails sur la prise de possession des îles Gambier :

Iles Gambier, 25 février 1844.

Occupés à faire la pêche des perles dans le voisinage des îles Gambier, nous y avons été rejoints par la frégate la *Charte*, laquelle faisant route pour Taïti, est venue établir le protectorat de la France sur ces îles dont le terrain offre jusqu'ici peu de ressources, mais où se trouvent quelques bons ports. Nos missionnaires, établis depuis longtemps en ces lieux, ont converti à la foi catholique tous les insulaires, dont les chefs ont demandé le protectorat de la France, ce qui leur a été accordé par le contre-amiral Dupetit Thouars.

Dans la matinée du 26, le vice-roi déclara aux

personnes de sa cour qu'il abandonnait les affaires et qu'il était au moment de partir pour la Mecque où son intention était d'aller fuir, ses jours.

On comprend l'effet produit par cette nouvelle. Les plus vives instances furent employées pour détourner l'auguste vieillard de sa résolution; mais ni les prières d'Ibrahim-Pacha, ni les pressantes démarches d'Artim-Bey ne purent obtenir de résultat. Non-seulement le vice-roi était bien déterminé à sortir de ses états, mais il voulait partir seul, ou du moins accompagné seulement des domestiques attachés au service de sa personne. C'est en effet ce qui eut lieu dès le lendemain 27. A 5 heures du matin, Mehémet-Ali, sortant de son palais de Moren-Bey, s'embarqua sur un bateau avec ses mamelouks et un pharmacien, et remonta le canal de Mahmoudieh dans la direction du Nil.

Dès que le bruit de cet événement se fut répandu dans Alexandrie, les consuls des diverses nations s'adressèrent à Artim-Bey, afin de connaître la réalité de la situation. La réponse du ministre fut que le vice-roi était parti pour le Caire, où il s'était retiré à cause du dérangement de sa santé; que du reste, ce départ ne changeait en rien l'état des choses, et que l'administration des affaires continuerait à s'exécuter sous le nom de Mehémet-Ali.

On assure, d'autre part, qu'Ibrahim-Pacha, sollicité par les grands de l'Etat, de prendre les rênes du gouvernement, aurait répondu qu'il n'y consentirait jamais du vivant de son père.

Voici la raison du *Sémaphore* : Hier matin, de bonne heure, S. A. le vice-roi a quitté précipitamment le palais sans prévenir personne pas même ses secrétaires, logés auprès de lui, et s'est rendu à sa maison de campagne, où il s'est renfermé en intimant à ses gens d'empêcher d'en permettre l'entrée à qui que ce fût. S. A. Ibrahim-Pacha, les autres princes, tous les grands du pays, quelques consuls, au nombre desquels M. le marquis de La Valette, ont accourus; mais il n'a été permis ni aux uns, ni aux autres de voir Mehémet-Ali qui, ce matin, s'est embarqué sur un bateau à vapeur et est parti pour le Caire, annonçant qu'il voulait se retirer à la Mecque, déguisé qu'il était des affaires et des hommes.

Un conseil a été tenu aujourd'hui après le départ de S. A.; ce conseil était présidé par Ibrahim-Pacha. Il paraît qu'il a été proposé à ce poste de prendre provisoirement le ponton; mais il s'y serait respectueusement refusé, donnant pour raison qu'il ne consentirait à accepter une responsabilité aussi grave qu'après qu'on serait complètement fixé sur les intentions du vice-roi; que celui-ci ferait sans doute connaître à son arrivée au Caire.

M. le consul-général de France, voulant informer son gouvernement de ce qui se passe, a retenu jusqu'au soir le paquebot français qui devait partir ce matin pour Syra.

La lettre suivante, publiée par la *Vie de l'Ouest*, donne des détails sur la prise de possession des îles Gambier :

Iles Gambier, 25 février 1844.

Occupés à faire la pêche des perles dans le voisinage des îles Gambier, nous y avons été rejoints par la frégate la *Charte*, laquelle faisant route pour Taïti, est venue établir le protectorat de la France sur ces îles dont le terrain offre jusqu'ici peu de ressources, mais où se trouvent quelques bons ports. Nos missionnaires, établis depuis longtemps en ces lieux, ont converti à la foi catholique tous les insulaires, dont les chefs ont demandé le protectorat de la France, ce qui leur a été accordé par le contre-amiral Dupetit Thouars.

C'est le 17 février que nous vîmes descendre à terre la compagnie de débarquement de la frégate, la compagnie d'artillerie passagère et la compagnie d'artillerie de marine. A huit heures, les troupes étaient sur la plage, avec musique, tambours, fifres et clairons. L'état-major descendit à terre et fut reçu par les missionnaires et la cour indigène avec une garde d'honneur. Tout le monde se rendit à l'église pour entendre la messe, pendant laquelle plus de trois mille insulaires étaient vivement impressionnés par le bruit des tambours, de la musique et la vue des uniformes français.

Après la messe, le drapeau tricolore fut béni, arboré au haut d'un mât, et salué par le peuple indigène et tous les Français présents des acclamations de *Vive le roi des Français*!

Si vous me demandez ce que l'on dit de nos établissements en ces divers lieux, je vous répondrai que l'on paraît généralement satisfait de ceux de la plus sud des Marquises; mais qu'il n'en est pas ainsi de ce qui se fait à Nouka-Hiva, où nos malheureux soldats ont beaucoup à souffrir.

Le prince de Joinville qui commande en ce moment la flotte française dans les eaux du Maroc, entrera le 14 de ce mois dans sa 27^e année. Il est né le 14 août 1818 à Neuilly.

On lit dans la correspondance du *Morning-Chronicle* :

M. Hennequin, secrétaire particulier de M. Guizot, a quitté Paris dimanche soir, se rendant à Londres avec des dépêches et des instructions, concernant l'affaire Taïti. Ainsi, maintenant outre le rapport de Pritchard, lord Aberdeen a sous les yeux tous les arguments qui peuvent justifier la conduite des officiers français. Le noble lord ne tardera pas à faire connaître son avis.

La reine d'Angleterre ira, immédiatement après ses relevailles, faire une tournée en Irlande, et ce n'est qu'à son retour qu'elle pourra recevoir le roi Louis-Philippe. Si donc les difficultés survenues entre le ministère tory et le ministère du 29 octobre n'y mettent obstacle, ce n'est que dans les premiers jours d'octobre que le roi ira à Windsor. D'ici là, M. Guizot espère avoir le temps de calmer l'Angleterre.

Les journaux anglais annoncent la prochaine arrivée à Londres du prince royal de Prusse. Ils assurent qu'après avoir visité ce qu'il y a de plus intéressant à Londres, le prince fera une excursion dans le pays de Galles et en Ecosse.

On fait en ce moment à Paris trois télégraphes qui seront placés aux trois vaisseaux stationnaires échelonnés sur la Manche, entre Douvres et Calais pendant le séjour de Louis-Philippe en Angleterre. Par ce moyen le télégraphe de Londres sera mis en communication directe avec celui du ministère de l'intérieur à Paris, pour expédier directement les nouvelles.

(*Courier Français*.)

L'affaire dite de la Tour de Nesle, qui a déjà eu tant de retentissement, viendra devant la cour d'assises de la Seine, les 29, 30 et 31 août; les accusés, une femme comprise, sont au nombre de huit. Les débats ne pourront avoir lieu qu'à huis-clos.

On lit dans le *Nouvelliste de Marseille* :

M. Antenor Joly, qui s'est fait connaître honorablement dans la presse parisienne et comme directeur de la Renaissance, est venu prendre les bains de mer à Marseille. Arrivé depuis quelques jours à l'hôtel Beauveau, ce n'est qu'avant-hier seulement qu'il a pu se loger aux Bains de la Méditerranée.

A propos de cet établissement dont la vogue a été si grande cette année, nous avons dit que M. de Lamartine s'était vu forcé, faute d'y trouver le pied-à-terre qu'il eût désiré, de pousser

son voyage jusqu'au golfe de Naples; nous eussions dû ajouter que l'illustre poète y avait laissé un de ses fugitifs souvenirs, qui coulent si facilement de sa plume, en improvisant sur l'album de M. Estienne, directeur des Bains, le quatrain suivant :

La fraîcheur de ces bords, l'ombre qui les couronne,
M'enchante tout le jour sur le rivage amer;
Comme un enfant bercé par un chant monotone,
Mon âme s'assoupit au souffle de la mer.

Marseille, 7 août 1844.

M. Thiers est arrivé à Paris; il n'y restera que quarante-huit heures avant de continuer son voyage à Lille.

Dès son arrivée à Paris, M. Thiers s'est rendu au château de Neuilly, où il a été reçu en audience particulière par le roi. M. Thiers est resté près de deux heures en conférence avec Sa Majesté.

Aujourd'hui 15 août, la colonne de la place Vendôme, malgré le mauvais temps, a été visitée dès le matin par un grand nombre de vieux militaires, portant les uniformes noircis par la poudre d'Austerlitz, de Wagram et d'Iéna; Le public était fort ému en les voyant déposer pieusement sur le socle de la colonne des couronnes d'immortelles et des bouquets de toute sorte. A midi le pavé en est jonché tout autour de la grille qui protège le monument.

La *Revue de Paris* annonce le mariage du duc de Bordeaux avec la fille du roi de Saxe.

Les bagages partent en ce moment pour Ex. On dit que le voyage du roi en Angleterre est fixé au 2 ou 3 septembre prochain.

Don Carlos et sa famille quitteront Bourges le 17 de ce mois pour se rendre aux eaux de Néris que les médecins ont jugées nécessaires à la santé de l'enfant.

On lit dans le *Phare de la Manche* :

M. le vice-amiral baron de la Sasse, désigné pour commander l'escorte navale qui doit accompagner le roi en Angleterre, est arrivé à Cherbourg vendredi matin.

La cour de cassation a décidé, dans son audience du 7 de ce mois, qu'un tribunal peut défendre aux avocats de se présenter en moustaches aux bords de la défense, et condamner à la censure ceux qui n'auraient pas obtenu l'avis des aversissements du président.

La cour de cassation avait été saisie par le pourvoi du barreau d'Amiens. Le tribunal de cette ville avait décidé : que le port de la moustache était une tenue négligée, et par conséquent une atteinte à la dignité de la justice, un manque de respect envers les magistrats.

Les perruquiers vont avoir beau jeu et grand débit de moustaches postiches, tant est grand l'engouement de cet emblème de courage et de valeur martiale, que les soldats de Mérové et de Clovis portaient pour se distinguer de ceux des nations voisines.

Qui ne connaît l'anecdote du fameux capitaine portugais D. Jean de Castro, empruntant après le siège de Diu, cent mille écus aux juifs de Goa, sur sa moustache?

Mais ce qu'on ignore généralement, c'est une circonstance qui rend plus touchant encore ce trait si expressif du génie chevaleresque. Ce capitaine avait perdu dans une sortie son fils à peine âgé de 18 ans. Il cherchait son corps sur le champ de bataille pour le faire embaumer et livrer en gage aux prêteurs juifs; mais trop de coups avaient frappé ce généreux enfant. Son corps était en lambeaux. Vous aurez donc s'écria le père en étouffant ses sanglots une autre partie de moi-même et il le coupa sa moustache et la leur remit. Elle lui fut immédiatement renvoyée avec une somme plus forte que celle qu'il demandait.

On voit bien que Jean de Castro ne fait point



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

PRIX
DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8 fr.
Un an 16 fr.
Pour le Contient 20 fr.
Pour l'Étranger . . 24 fr.
PRIX D'IMPRESSION.
Diverses 40 c.
Judiciaires . . . 35 c.
Les lettres et annonces doivent être adressées francs.

partie de la cour de cassation, dont l'arrêt sera taxé de sévérité par bien des gens.

Que diront aussi les Turcs, les Chinois et les Tartares qui ont pour la moustache la plus grande vénération.

— On lit dans la *Revue de Paris* :

A l'époque de son voyage à Rome, M. le duc d'Anjou reçut, entre autres présents du Saint-Père, un tableau en mosaïque représentant la Sybille du Dominiquin. Il paraît que c'est un objet d'art fort précieux, attendu que la mosaïque est faite suivant l'ancienne manière, c'est-à-dire formée de morceaux d'émail concassés, puis réduits à la roue, tandis que les travaux modernes de même genre sont exécutés tout simplement avec des baguettes en verre de Venise. La Sybille du Dominiquin est évaluée à Rome à sept mille écus (38 mille francs.)

— Un accident analogue à celui dont la place de la Concorde a été le théâtre, il y a quinze jours, mais plus grave encore, vient de jeter la ville de Nottingham dans la consternation.

Le 7 de ce mois, on venait d'exécuter le nommé William Saville, âgé de vingt-neuf ans, condamné à mort pour avoir coupé la gorge à sa femme et à ses enfants. La foule se porta vers une rue étroite, qui se termine par un escalier de trois ou quatre marches; quelques personnes fortement poussées, tombèrent et, dans leur chute, en entraînant plusieurs autres; puis les masses qui suivaient les foulèrent aux pieds. Trente personnes ont été victimes de cet affreux accident. Douze sont mortes; les autres, grièvement blessées, ont été portées à l'hôpital ou chez les médecins du voisinage. On compte parmi les morts une femme mère de sept enfants.

— Nous lisons dans le *Diario di Roma* à la date du 3 août :

« On écrit de Naples, 25 juillet : Notre journal publie un extrait de la sentence prononcée par la commission militaire de Cosenza, le 10 de ce mois au sujet de l'attentat du 15 mars. Il consiste en une liste où sont inscrits les noms des coupables, suivis des circonstances particulières de leurs crimes et de désignation de leurs peines. Voici les noms de ceux qui ont été fusillés à Cosenza dans la journée du 11 juillet : Raphaël Camodeca, de Castoreggio, étudiant, âgé de 23 ans; Cesari Santi, de San-Fili, propriétaire, 26 ans; Nicolas Congliano, de Cosenza, 30 ans; Joseph Franzese, de Corneto, propriétaire, 44 ans; Antonio Bafio, de Cosenza, avocat, 30 ans; Pietro Villaci, de Norles, domicilié à Cosenza, 26 ans. »

Le *Diario* donne encore les nouvelles suivantes extraites du *Giornale di Napoli*, à la date du 27 juillet :

« Le second jugement de la commission militaire de Cosenza, concernant la bande des insurgés débarqués en Calabre, a été prononcé dans la matinée du 24, il condamne 17 d'entre eux à la peine de mort. Mais cette sentence, comme la précédente, a été limitée, par une disposition royale, aux chefs et à ceux qui avaient le plus contribué à la révolte, c'est-à-dire à 9 seulement. Elle a été exécutée le lendemain, 25 du courant. Voici les noms de ceux qui ont été fusillés :

« D. Attilio Bandiera, D. Emilio Bandiera, D. D. Nicola Ricciotti, D. Anacarsi Nardi, D. Domenico Moro, Giovanni Venerucci, Giacomo Rocca, Francesco Berti, Domenico Lupatelli. »

— Une lettre écrite des Marquises, après un grand éloge de la douceur des mœurs et du caractère des habitants de cet archipel, de leur beauté, de la délicatesse des mains et de leur facilité à mettre tout en commun, habitation, vivres et femmes, ajoute : « On a peine à comprendre qu'ils puissent avoir la férocité que suppose

l'amour de la chair humaine. Ce penchant est cependant si impérieux, que malgré la défense qui leur a été faite à cet égard, ils ont dévoré, depuis notre occupation, trois Américains. »

— Une dépêche reçue par le gouvernement, annonce que S. M. la reine d'Angleterre est accouchée heureusement d'un prince, au château de Windsor, le 6, à sept heures du matin.

— Au moment où les mauvaises herbes croissent dans les cours et les allées des jardins, on nous signale un moyen sûr et facile de les extirper et de supprimer du même coup le ratisage et le sarclage dont l'effet était trop long et devait être trop souvent répété; on fait bouillir, en les mêlant dans une chaudière de fer, 60 litres d'eau auxquels on ajoute 6 kil. de chaux et 1 kil. et demi de soude en poudre; quand le mélange a bien bouilli, on le laisse reposer, et l'on arrose avec ce liquide augmenté de deux fois son poids d'eau les allées et les cours que l'on veut nettoyer. L'herbe parasite meurt sur le champ et la terre est purgée pour plusieurs années de cette végétation rebelle.

MARINE.

TABEAU COMPARATIF DES MARINES DES PUISSANCES DE L'EUROPE.

MARINES.	Vais.	Frigates.	Autres.	Vap.	Marchands.
1 ^{re} Espagne . . .	10	18	30	4	200
2 ^{de} Portugal . . .	2	4	6	2	100
3 ^{de} Hollande . . .	8	16	12	6	300
4 ^{de} Turquie . . .	18	32	22	8	25
5 ^{de} Suède . . .	1	8	16	6	250
6 ^{de} Danemark . . .	5	8	18	8	300
7 ^{de} Russie . . .	35	34	30	20	50
8 ^{de} Autriche . . .	3	8	6	6	25
9 ^{de} Sardaigne . . .	2	3	10	3	20
10 ^{de} Deux-Siciles . .	2	5	30	4	40
11 ^{de} Prusse . . .	1	1	3	2	6
12 ^{de} Villes ansees . .	1	1	1	4	12
Total des marines réelles moins celles de France et d'Angleterre.	100	136	278	73	1,408
13 ^{de} Mar. de France	23	31	146	41	4,000
Total des marines de l'Europe moins celle d'Angleterre.	123	167	424	114	5,403
14 ^{de} Mar. anglaise . .	112	129	160	200	20,033
Différence . . .	20	38	204	86	14,630

Ainsi la marine de l'Angleterre, comparée à celle de toutes les autres puissances de l'Europe, a en moins 20 vaisseaux de ligne, 38 frégates, 264 petits bâtiments, mais elle a en plus 86 vaisseaux à vapeur et 14,630 bâtiments marchands et le nombre de ses vaisseaux à vapeur augmente annuellement et rapidement.

L'Angleterre doit sa suprématie maritime : 1^{re} à cette supériorité sur toutes les marines de l'Europe de 14,630 navires marchands, qui fournissent, en cas de guerre, cent mille marins exercés à la marine militaire, et 2^{de} aux trois cents millions d'habitants des colonies sujettes de l'Angleterre ou en relations exclusives avec cette puissance; ainsi l'Angleterre, par sa marine, domine et régit le monde.

L'Angleterre a dépossédé les puissances de l'Europe de leurs principales et de leurs plus riches colonies.

Elle a enlevé à la France dix colonies, savoir :

En 1764.	Population.
Le Haut et Bas-Canada	900,000 h.
L'Acadie de Nouvelle-Ecosse	145,000 »
Terre-Neuve	60,000 »
La Grenade	90,000 »
Saint-Vincent	26,000 »
Saint-Dominique	19,000 »
Saint-Cristophe	24,000 »

En 1802.	Population.
Tabago	14,200 »
Sainte-Lucie	18,000 »

En 1814.	Population.
L'île de France ou Maurice	91,000 »

Elle a enlevé à l'Espagne 6 colonies	431,000 »
A la Hollande trois, Naméari, Berbice et le Cap de Bonne-Espérance	193,000 »
A la Turquie huit, les îles Ioniennes	202,000 »
A l'ordre du Malte deux, Malte et Gozzo	304,000 »
Au Danemark trois	90,000 »
Au Grand-Mogol trois	90,000,000 »

(Journal du Havre).



Un bateau à vapeur de la Compagnie Valéry partira de Bastia pour Ajaccio le 24 courant à 7 heures du soir touchant à Calvi et l'île Rousse, et il arrivera à Ajaccio le 25 dans la journée où il restera pendant le mois de septembre pour faire des voyages de cette ville à Propriano deux fois par semaine.

CORS AUX PIEDS

ONIONS ET DUBILLONS.
Le TAPPETAS GOMMÉ de Paul Gage, est le seul qui en détruit la racine en quelques jours, sans douleur et sans salir la chaussure. Dépôt à Bastia chez M. Pomonti ph. (0974).

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

DE LA PLAGE 15 août, ch. marée Amélie 56 tx, c. Gage, charbon.
LIVOURNE 17 id. b. a vap. Pozzodiborgo, 21 tx, c. Bugliani, passagers.
LIVOURNE 17 id. b. a vap. Le Golo, 57 tx, c. Sisco, blé.
LIVOURNE 17 id. b. goél. Assomption, 69 tx, c. Oliva, blé.
LIVOURNE 18 id. goëlette St-Joseph, 38 tx, c. Mécollin, blé.
LIVOURNE 18 id. mistick Assomption, 29 tx, c. Thiers, blé.
GENES 19 id. boeuf V^e des Carmes, 18 tx, c. Bausa, riz et pâtes.
TOULON 20 id. b. goél. Assomption, 60 tx, c. Gentile, poudre.
MARSEILLE 20 id. b. goél. Corse, 49 tx, c. Rogliano, diverses.
HYERES 20 id. tartane Aimable Amélie, 50 tx, c. Lastretto, sel.
RIO 20 id. brick Valéry-Jean, 120 tx, c. Sciala, caluga, minéral.
AJACCIO 20 id. b. a vap. Maréchal Sebastiani, 31 tx, c. Valzi, passagers.
MARSEILLE 21 id. paquebot Ajaccio, 120 tx, c. Prudent, dépêches.

DÉPARTS.

MARSEILLE 16 août, paquebot Napoléon, 120 tx, c. Moity, dépêches.
RIO 17 id. brick Valéry Jean, 120 tx, c. Sciala, caluga, lest.
A LA PLAGE 17 id. tartane Deux-Sœurs, 40 tx, c. Liparilli, lest.
A LA PLAGE 17 id. tartane V^e des Carmes, 47 tx, c. Marinetti, lest.
A LA PLAGE 17 id. mistick Assomption, 29 tx, c. Stretti, lest.
A LA PLAGE 19 id. b. goél. Napoléon, 79 tx, c. Denobili, lest.
A LA PLAGE 19 id. b. goél. Deux-Amis, 65 tx, c. Allonsi, lest.
A LA PLAGE 19 id. b. goél. St-Antoine, 48 tx, c. Guasco, lest.
A LA PLAGE 20 id. brick Migliacciaro, 125 tx, c. Guaitella, lest.
LIVOURNE 21 id. b. a vap. Télégraphe, 53 tx, c. Lota, passagers.
A LA PLAGE 21 id. tartane Aimable Amélie, 50 tx, c. Lastretto, sel.

Le Gérant N. TARTABOLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

Bastia.

Voici la profession de foi du *Progressif* à l'époque où il entreprenait la noble mission de moraliser et de régénérer la Corse.

« Il y a quelques années, un autre journal parut à Bastia, l'*Echo de la Corse*, fondé uniquement pour les besoins momentané d'une opposition mal assortie, composée d'hommes que le hasard ou l'ambition avait un instant réunis, s'engageant d'ailleurs dans une lutte acharnée, il descendit bientôt à d'INCONVENIENTS PERSONNALITÉS, et le public en fit justice. Ce journal ayant cessé de paraître, depuis longtemps, nous aurions pu nous abstenir d'en parler; mais comme organe de publicité, nous pensons qu'il est du domaine de l'histoire et par cela même nous avons cru pouvoir le juger.

« L'amour, l'amour ardent de la patrie, peut seul ne pas s'en rebuter. Il est notre conseiller de ne pas que notre devise sera : *Guerre aux abus, RESPECT AUX PERSONNES*. Hommes d'opposition modérée mais franche et courageux, pour nous la VIE PRIVÉE DOIT ÊTRE MURÉE.

« Il faut avouer que le *Progressif* a tenu parole d'une étrange manière. Dès ses premiers débuts il a dépassé et laissé bien loin derrière lui l'*Echo de la Corse*, dans ce qu'il appelle d'inconvenantes personnalités. Hommes et choses, il n'a rien respecté : la vie privée des personnes les plus honorables n'a pas été à l'abri de sa bile hebdomadaire. Rien n'est sacré pour le *Progressif*. A le croire, la France est en proie à l'aviilissement et à la corruption; la Corse est une terre maudite; l'honneur et la vertu ont abandonné l'univers; ces sublimes qualités ont sans doute cherché un refuge dans le cœur des rédacteurs avoués ou cachés de ce journal, y compris le Thersite suranné de feu l'*Echo de la Corse*. L'administration, la magistrature, le gouvernement, tout est soumis non pas à sa critique, mais à ses injures; car le *Progressif*, pauvre de discussion, se montre prodigue d'insultes et d'outrages.

« Que sont-ils ces hommes sans principes et sans convictions qui changent à l'envi de manière de voir et de penser; ces bouillottes sans expérience qui confondent, dans le désordre de leur esprit, toutes les doctrines, toutes les opinions généralement reçues? D'où ont-ils tiré ce vocabulaire de mots injurieux, ignorés jusqu'ici par les organes de la presse, voire même les plus violents? ont-ils appris ce mépris sans cesse renaissant qui ne s'arrête même pas devant des personnes, que les convenances, à défaut des lois, que l'éducation la plus négligée, à défaut de la modération, devraient leur faire respecter? Le public étonné suit avec anxiété les diverses phases de la perturbation morale à laquelle ils paraissent en proie depuis dix-sept mois, et qui devrait nécessairement les conduire jusqu'à la déraison.

Un dernier trait manquait encore pour complé-

ter l'histoire des aberrations du *Progressif*. Il ne lui restait plus qu'à franchir le seuil inviolable de la demeure des rois, et à livrer ses indécentes attaques contre une auguste Princesse, qu'environnent l'amour et la vénération de la France, et que les liens de la reconnaissance et de douloureux souvenirs rendent encore plus chère à la Corse. Le *Progressif* ignore d'ailleurs qu'il y a un sexe qui est respecté chez tous les peuples et qui doit l'être d'autant plus en France, où une politesse exquise est un des caractères particuliers des mœurs de la nation.

« Au milieu du spectacle affligeant qui désole notre pays, depuis l'appétition de cette feuille démoralisatrice, nous dirons avec tous les cœurs honnêtes, qu'il est temps de faire cesser le scandale et de mettre un terme à la licence.

« Le *Progressif*, au lieu d'imiter la modération que nous avons mise à rectifier certains griefs que la municipalité de Casabianca a représentés avec une exagération qu'il n'appartient qu'à ce journal d'accréditer, il a voulu justifier encore une fois la réputation qu'il s'est acquise, et que nous ne lui envious point, en nous adressant des injures.

« Nous y répondons par des actes et des faits qui prouvent de quel côté est le faux que le *Progressif* ou ses correspondants savent inventer si à propos, avec la bonne foi et la sincérité qui le distingue toutes les fois qu'il a besoin de satisfaire d'inoctes rancunes ou des mauvaises passions.

« Ce journal a annoncé dans son dernier numéro que c'est le conseil municipal, soucieux de la défense de ses droits méconnus, qui lui-même redresser les faits etc., tandis qu'on voit, par la lettre de Casabianca, 18 août 1844, que c'est un seul des membres du conseil susdit qui a ce grand souci.

« Discutons maintenant les faits articulés dans cette lettre quelle qu'elle soit : Notre numéro de jeudi dernier répond d'une manière accablante et détruit de fond en comble l'assertion de l'abonnement forcé au journal de la Corse pendant 1842 et 1843.

« Le *Progressif* qui ne voit que des faux partout, ne s'aperçoit pas de ceux qu'il commet lui-même et dans l'article auquel nous répondons on en compte jusqu'à 8. Qu'il nous permette donc d'avancer, sans crainte d'être démenti, qu'il est faux, complètement faux, que le chiffre 15 soit taillé et imprimé en toutes lettres pour abonnement au journal de la Corse, sur le cadre des budgets communaux. Qu'il est également faux que la préfecture se soit jamais avisée de créditer d'office ledit abonnement.

« Il est faux que les budgets de Casabianca ou tout autre budget communal de cet arrondissement portent les trois crédits suivants :

- 1^{er} Traitement de l'instituteur . . . 200 fr.
- 2^o — de l'institutrice . . . 100.
- 3^o Logement de la maison d'école . . 100.

Tous les budgets passés et présents ne contiennent que ce qui doit contenir, c'est à dire la 1^{re} et la 3^e de ces dépenses, rien de plus.

« Il est faux que depuis 14 ans la commune de Casabianca ait toujours dû s'imposer 40 ou 50 fr. pour faire face à l'insuffisance des ressources municipales. Mais il est vrai que cette mesure aurait dû être adoptée. Pour en démontrer la nécessité il suffira de dire que les revenus ordinaires de cette commune consistent en 15 francs environ de centimes additionnels. La légalité se trouve dans la loi du 18 juillet 1837, dont le *Progressif*, pas plus que ses correspondants se soucient fort peu d'étudier les dispositions.

« C'est en exécution de ces mêmes dispositions et des instructions ministérielles y relatives que M. le préfet de la Corse, comme tous ceux des départements, ou il y a des communes ayant peu de revenus, ont dû écrire aux maires la circulaire du 9 décembre 1843, que le correspondant du *Progressif* a eu la bonhomie de reproduire comme une nouvelle preuve de mauvaise administration.

« Il est faux, que la dépense relative aux réparations faites à la fontaine publique de Casabianca n'ait pas été votée par le conseil municipal. Cette dépense a été faite par suite d'une délibération du corps municipal en date du 1^{er} novembre 1841, qui n'a pu recevoir l'approbation préfectorale que le 24 novembre 1842, à cause du manque de fonds communaux. Elle fut ordonnée par le maire défunt, après une soumission régulière et un certificat de réception délivré par une commission municipale chargée de la surveillance des travaux.

« Cette dépense effectuée en 1842, et justifiée par les actes précités, a été jugée régulière par le conseil de préfecture. Voilà à quoi se réduit le grief imputé à un maire qu'on attaque parce qu'il n'existe plus.

« Il n'y a eu aucun maire destiné à Casabianca depuis 1830. Parmi les quatre maires qui se sont succédés depuis ladite époque, le premier était un lieutenant de gendarmerie en retraite qui a cessé ses fonctions lors d'un renouvellement triennal; le deuxième est aussi un officier en retraite qui préférant cette position, dans toute son acception, à la vie agitée de la mairie, donna sa démission et fut remplacé le 20 avril 1841; le troisième est celui au nom duquel on avait donné la démission qui a été dénoncée comme fautive à la justice et dont le décès seul put le faire remplacer; le quatrième est celui actuellement en fonctions.

« Les archives préfectorales sont ouvertes au public. Chacun peut aller y puiser les renseignements et examiner les documents qui ont servi de base à l'analyse que nous venons de faire et qui prouve que le *Progressif* et ses correspondants n'ont d'autre but que d'égayer l'opinion publique.

« La question relative à la dépense des chemins vicinaux est marquée au même coin des autres. Nous dirons simplement deux mots sur ce point. La commune de Casabianca a été comprise par le conseil général sur deux lignes de grandes communications, dont une de Vescovato à Porta et l'autre de Piedicroce à la Barchetta. Sait-on la part contributive en argent que la commune de Casabianca est appelée à donner pour l'ouverture de ces grands chemins, déjà bien avancés, quoiqu'on

liste? C'est l'exorbitante somme de 5 fr. 87 c. par an! Plus deux tiers des prestations.

Que maintenant le *Progressif* nous qualifie de journal semi-officiel et aux abois, qu'il nous taxe de mauvaise foi, nous ne reviendrons plus sur une question de la nature de celle qui nous a occupés pendant trois semaines.

La nouvelle loi sur la chasse a eu spécialement en vue la conservation du gibier, le respect dû à la propriété et l'intérêt du fisc. Il paraît d'après des renseignements qui nous sont parvenus, qu'une troupe d'agents de la force publique, officier en tête, au lieu de fouiller les makis, battent les champs d'autrui non encore dépouillés de leur récoltes; et qu'au lieu de poursuivre les contraventions à cette loi, se servent des armes qui leur sont confiées pour le service public, pour commettre ouvertement le délit de chasse sans permis de port d'armes. L'exemple de l'infraction aux lois est pernicieux, alors surtout qu'il est donné par ceux-là même qui sont chargés de les faire observer. Il suffit de signaler les faits de cette nature pour être assuré d'avance de ne les point voir renouveler.

MONUMENT PAOLI.

Extrait du procès-verbal des délibérations du conseil d'arrondissement de Corte.

Séance de juillet 1844.

Les populations de cet arrondissement ont applaudi de grand cœur au noble projet conçu dans cette ville centrale d'élever un monument à la mémoire du général Paoli, et de faire transférer ses cendres au sein du pays. Il était tems que cette vieille dette du patriotisme la plus pure et la plus héroïque fût enfin acquittée. Partout des listes de souscription sont ouvertes pour recevoir les offrandes; plusieurs conseils municipaux ont voté, par exemple, et bientôt ce monument national se dressera dans cette ville qui fut toujours l'objet de la prédilection du général des Corses. Ce n'est pas la certainement un vœu de parti, c'est le vœu le plus général et le plus énergiquement exprimé dans ce pays où régnent tant de nobles sentiments qui n'ont besoin que d'être heureusement dirigés.

Aussi le conseil, partageant les sympathies exprimées par M. le sous-préfet, et adhérant à sa proposition, adresse des remerciements sincères à la commission centrale et à son digne président, dont le zèle, la haute intelligence et la considération si justement méritées sont le plus sûr garant de la réalisation de ce grand projet qui fait tant d'honneur à notre pays et à notre époque. Le conseil général, distributeur équitable des ressources financières du département viendra, sans doute, donner sa puissante sanction à ce même projet; il sentira qu'on ne peut faire un meilleur usage des fonds publics qu'en les appliquant à un monument qui doit réveiller et perpétuer parmi nous le culte de la patrie, et de tous les sentiments généreux.

— Nous lisons dans le *Journal des Débats* :

On se rappelle que la Chambre des Députés, dans une de ses dernières séances, a repoussé par l'ordre du jour, et après d'énergiques paroles de M. le ministre de l'intérieur, les pétitions dirigées par quelques habitants de Bastia contre M. Jourdan, préfet de la Corse. Voici l'extrait de la délibération par laquelle le conseil d'arrondissement de Bastia s'est associé à ce vote de la chambre et à ces paroles du ministre :

Extrait du procès-verbal de la séance du 30 juillet. — Le conseil etc., etc., organe de la saine et véritable opinion publique de l'arrondissement, ne saurait rester étranger à la haute décision par laquelle la Chambre des Représentants de la France partageait les convictions des premiers corps délibérants de la Corse et du gouvernement, à sa appréciation leur valeur et repousser les griefs dénoncés par M. Jourdan, préfet de la Corse.

Le conseil a vu avec satisfaction cette nouvelle et éclatante manifestation qui résume en elle l'opinion de presque tous les pouvoirs de l'Etat.

Le conseil s'y associe avec bonheur, et attend avec anxiété le retour de M. Jourdan au poste qu'il tient de la confiance du Roi. (Sulvent les signatures des membres du conseil.) Ces votes ont été émis presque à l'unanimité.

MAROC.

On lit dans le *Nouveliste de Marseille* du 22 :

Le *Pharamond*, vapeur de la compagnie Ch. et Aug. Bazin, commandé par le capitaine Arnaud, a mouillé aujourd'hui l'Alger dans notre port à deux heures et demie.

Le *Pharamond* a fait la traversée en 43 heures.

Le navire est entré pavoisé en signe d'allégresse, au bruit de salves de canon qu'il a tirées en rade pour annoncer de loin à Marseille la nouvelle d'une importante victoire, remportée par les glorieuses troupes du maréchal Bugeaud.

Nous nous empressons de transmettre à nos lecteurs ce bulletin si glorieux pour les armes françaises, que nous transmet le *Moniteur Algérien* :

NOUVELLES DES OPÉRATIONS MILITAIRES DANS LE MAROC.

Des documents officiels transmis à M. le Lieutenant-Général commandant la division d'Alger, annoncent que le Maréchal-Gouverneur-Général, ayant marché sur l'armée marocaine qui devenait tous les jours plus forte et plus menaçante pour l'Algérie, l'a rencontrée le 14 août à deux lieues en avant de son camp. Elle a pris l'offensive avec 24,000 chevaux, au moment où nos troupes de colonne passaient l'Isly.

Nous avons été enveloppés sur toutes les faces. La victoire la plus complète nous est restée; notre infanterie a été d'une extrême solidité, et un peu plus tard notre cavalerie a fait des prodiges de valeur.

Nous avons pris successivement tous les camps qui couvraient un espace de plus d'une lieue. 11 pièces de canon, 16 drapeaux, 1,000 ou 1,200 tentes, dont celle du fils de l'empereur, son parasol, signe du commandement, tout son bagage personnel et une grande quantité de munitions de guerre, un butin immense sont restés en notre pouvoir. L'ennemi a laissé 800 morts sur le champ de bataille. Nos pertes, quoique sensibles, sont légères pour une journée aussi capitale.

Ces nouvelles sont datées du bivouac du Condit-Abd-Erraham le 14 août et sont parvenues à Alger le 20 dans la matinée.

(*Moniteur Algérien* du 20 août.)

— Une lettre d'Algésiras en date du 9, publiée par l'*Hérauld*, contient les détails suivants :

Nous avons appris par un officier du brick *Manzanarès*, arrivé ici hier, que la leçon donnée aux Marocains par S. A. R. le prince de Joinville a été très sévère. Toutes les fortifications de Tanger ont été détruites par les 7,000 bombes, boulets et fusées à la Congreve lancées par l'escadre française, qui de son côté n'a éprouvé qu'une perte insignifiante, et qui se borne à 28 hommes

morts, blessés ou contusionnés. La ville est déserte, et ses fanatiques habitants sont parés, effrayés, pour se mettre à couvert d'une nouvelle attaque de la part des Français. La frégate espagnole, qui est restée simple spectatrice du combat, était mouillée assez loin; cependant les boulets venant à passer par dessus sa mâture, elle s'est fait remorquer plus au large par un bateau à vapeur, pour être entièrement hors d'atteinte.

L'escadre française, après avoir réparé les petites avaries qu'elle avait essuyées devant Tanger, est partie pour Larrache, qu'elle se propose de bombarder. Elle doit se diriger ensuite sur Mogador, point qu'on dit devoir être occupé par les Français.

Le même journal publie des lettres de Gibraltar dont nous extrayons les passages suivants :

Malgré les ordres du prince de Joinville pour que la ville fût épargnée, les maisons consulaires situées hors l'enceinte ont été plus ou moins endommagées. Dans celle du consul d'Espagne une bombe est tombée au milieu de la chapelle. Les kalybes descendirent des montagnes aussitôt que le bombardement fut commencé, et malgré les efforts du gouverneur, ils ont pénétré dans la ville, et causé beaucoup de ravages dans les maisons des consuls et des Européens.

M. Drummond Hay, consul d'Angleterre, est arrivé le 8 à Gibraltar, à bord du bateau à vapeur *Fenwick*. A son départ de Tanger le même jour, on commençait à se remettre de l'alarme produite par le bombardement, qui n'a pas fait autant de ravages qu'on l'avait d'abord pensé. La maison du consul de Portugal a été saignée; mais les autorités ont pris des mesures pour éviter la répétition de pareils désastres. Les Maures faisaient de grands préparatifs pour défendre la ville en cas d'une nouvelle attaque. Il y avait à Tanger 1,500 cavaliers et 25,000 fantassins à Babal.

— Nous lisons dans le *Nouveliste de Marseille* du 26 :

Au moment où nous commençons notre tirage, nous avons reçu des nouvelles d'Afrique que nous nous hâtons de transmettre à nos lecteurs. Ils voudront bien, pour ce motif, excuser un retard dans la distribution du journal.

On nous écrit d'Alger du 23 :

« La frégate à vapeur *Orénoque*, partie d'Oran le 21, est arrivée ayant son bord le général Tempour et le colonel Eynard.

Elle porte les tentes prises aux Marocains, les étendards et le fameux parasol.

Nous tenons de source certaine que les affaires du Maroc vont très bien et qu'il est probable qu'avant quinze jours le maréchal sera de retour à Alger.

Le fils de l'empereur est hors d'état de continuer la guerre par suite de la perte de toutes ses munitions et de ses bagages.

Le maréchal met pour condition de la paix qu'on lui livre Abd-el-Kader. Deux versions circulent à cet égard, l'une que ce dernier est déjà au pouvoir des Marocains et l'autre que le fils de l'empereur a envoyé 400 hommes pour s'en emparer.

Ce qui confirme ces bruits pacifiques c'est que deux gabares étaient parties d'Alger hier pour Oran avec 2,500 hommes de renfort et qu'à la connaissance des nouvelles de l'*Orénoque*, on a fait chauffer un bateau à vapeur à l'effet de les rappeler; elles sont effectivement rentrées au port d'Alger.

Les détails sur la dernière victoire dépassent tout ce qu'on pouvait supposer : c'a été une véritable bataille.

Nos pertes ne sont point aussi considérables qu'on l'avait annoncé : nous n'avons eu que 32

tués dont 4 officiers de spahis et environ 80 blessés.

— Les trophées de la victoire du 14 sont arrivés à Toulon le 25.

— On lit dans le *Phare des Pyrénées* :

D'après les dernières nouvelles, et suivant toutes les probabilités, il paraît hors de doute qu'à l'heure qu'il est Larrache a subi le même sort que Tanger. Les journaux et les lettres de Gibraltar le font ainsi pressentir, et la *Cronica* du 12 ajoute que le même jour on avait entendu à Gibraltar un bruit qui paraissait provenir d'une canonnade très soutenue. La *Cronica* croit que l'escadre française bombardait Arzila, point du littoral marocain.

Le même journal ajoute que la tranquillité était rétablie à Tanger, et que le consul anglais M. Drummond-Hay y avait repris l'exercice de ses fonctions. Le bateau à vapeur le *Fenwick* avait débarqué à Tanger Mine Hay.

Nous trouvons dans une lettre d'Algésiras du 14, publiée par l'*Hérauld* :

« A Tanger les Maures font des préparatifs pour reconstruire les batteries et réparer les dommages occasionnés par la marine française; ils veulent pouvoir résister de nouveau, dans le cas où les chrétiens viendraient leur faire une seconde visite. La garnison de Tanger a été renforcée au moyen des troupes arrivées de l'intérieur.

« La multitude indisciplinée qui était accourue à Tanger au bruit du canon en est repartie, et il n'y a maintenant dans cette place que 1,500 fantassins et 400 cavaliers sous les ordres d'un des fils de l'empereur. Tous les villages situés sur la côte de Tanger et Larrache ont été détruits par les Français.

— On lit dans le *Comercio de Cadix*, du 15 :

« On nous assure qu'un officier français, porteur de dépêches très-pressées pour le prince de Joinville, est arrivé avant-hier par le bateau à vapeur de Séville, et s'est embarqué immédiatement sur un bateau à vapeur qui était mouillé dans notre baie, et avec lequel il s'est dirigé à la recherche du prince.

« Dans le rapport d'hier au soir, la vigie annonçant le passage d'un vaisseau et d'un brick naviguant à l'ouest. Bien que ces bâtiments portaient leurs pavillons, le temps brumeux n'a pas permis de découvrir à quelle nation ils appartenaient. Le même rapport ajoute que hier, entre neuf et dix heures du matin, on a entendu le bruit de la canonnade du côté du sud, ce qui paraît confirmé par plusieurs personnes venues de Conil, et qui disent avoir aussi entendu le bruit d'une forte canonnade du côté du détroit.

— On mande d'Algésiras, le 12 août, aux feuilles espagnoles :

Vendredi dernier, une goélette espagnole provenant des côtes du Maroc a mouillé dans notre baie. Nous avons appris par ce navire que l'empereur du Maroc avait enfin acquiescé aux réclamations de notre gouvernement, à l'exception toutefois de celle portant qu'on nous livrerait la personne du pacha qui a fait si inhumainement assassiner notre vice-consul. Cependant le gouvernement marocain s'engage à destituer ledit pacha, à lui retirer ses titres, dignités ou décorations, et à lui faire même subir sa disgrâce à l'endroit où le crime a été commis. Cette satisfaction nous serait donnée en présence du drapeau espagnol, qui, lorsqu'il sera arboré, sera salué par une salve de vingt-un coup de canon.

Supplément au SÉMAPHORE

du 26 août 1844.

Les événements marchent en Afrique avec une prodigieuse rapidité; le bombardement des ports

du Maroc, la brillante victoire remportée par nos troupes, le 14, ont porté leurs fruits. Abd-el-Kader est pris! La frégate à vapeur l'*Orénoque* commandée par M. Poudras, arrivée à Toulon le 25, à 7 heures du matin, a apporté cette importante nouvelle que contiennent les lettres, les journaux et les correspondances de Toulon et que nos informations particulières nous permettent de considérer comme officielle :

Alger, le 23 août 1844.

Le navire à vapeur du commerce le *Sully* est arrivé ce matin dans notre port, venant d'Oran, et apporte la nouvelle suivante :

L'empereur du Maroc apprenant la défaite de son armée et la brillante victoire remportée sur son fils par le maréchal Bugeaud, a immédiatement envoyé 500 de ses cavaliers noirs pour s'emparer d'Abd-el-Kader. L'émir a été rencontré, fait prisonnier et conduit auprès de l'empereur, qui en a aussitôt informé le maréchal Bugeaud. On pense qu'il sera livré à la France.

A l'arrivée de cette nouvelle au camp français, le maréchal a fait publier une proclamation qu'il a communiquée à tous les kalifes, dans l'espoir de s'attacher définitivement ceux qui, par crainte, n'osaient se prononcer pour la France et avoir soumission des tribus qui n'avaient pas encore reconnu notre autorité.

M. le colonel Eynard, aide-de-camp de M. le maréchal Bugeaud, qui s'est embarqué à Djemma el-Gazounat sur l'*Orénoque* le 20 août, ainsi que M. le colonel Foy, aide-de-camp du ministre de la guerre, ont apporté à Alger la tente du fils de l'empereur du Maroc ainsi que son parasol et plusieurs drapeaux pris à l'ennemi. Ces objets ont été exposés à la curiosité de la population d'Alger et seront plus tard envoyés en France.

Plusieurs kalifes et chefs de tribus, entr'autres celui de Nédroma, ne voulaient pas croire à la défaite de l'armée marocaine; aussi sont-ils venus à Alger pour voir les objets pris sur l'ennemi. Ils ont pu se convaincre de la réalité, car ils ont parfaitement reconnu les objets appartenant au fils de l'empereur.

La frégate à vapeur l'*Orénoque* est partie d'Oran le 21 avant l'arrivée de cette nouvelle; elle a transporté à Alger M. le colonel Eynard, a ramené en France M. le colonel Foy, qui se rend à Paris et M. le général Tempour qui rentre en France.

Le bruit se répand que la division aux ordres du prince de Joinville a canonné plusieurs ports du Maroc; mais sans doute un vapeur aura été expédié d'Oran vers le prince pour lui annoncer ces heureuses nouvelles et arrêter l'œuvre de destruction, si elle était commencée.

Nouvelles Diverses.

— On lit dans le *Moniteur Parisien* :

« On annonce qu'une division de l'école polytechnique, ayant refusé de se présenter devant l'examineur désigné pour cette année, a été licenciée ce matin.

Voici comment les faits sont présentés dans la *Patrie* :

« Cinq élèves devaient se présenter ce matin à l'examen devant M. Duhamel, directeur des études à l'école. Ces cinq élèves ont refusé l'examineur, qui n'avait pas été nommé conformément aux règles établies. Il a été rendu compte de cette circonstance au général commandant l'école.

Le général a ordonné aux cinq élèves de sortir. Une députation de l'école est alors allée le trouver et lui a demandé quel était le caractère de cet ordre, s'il impliquait un renvoi. Le général ayant répondu affirmativement, les élèves ont déclaré

que l'école tout entière était solidaire de la résistance de ceux que le sort avait désignés pour passer aujourd'hui leur examen, et qu'ils sortaient tous avec leurs camarades renvoyés. Les élèves ont ainsi quitté en masse l'école qui est vide maintenant. On parle, dit-on, d'un licenciement.

— Une ordonnance royale du 17 août, insérée ce matin au *Moniteur*, porte que le ministre de la marine est chargé par intérim du département de la guerre.

— Une autre ordonnance porte ce qui suit : Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine chargé par intérim du ministère de la guerre;

Considérant les actes de désobéissance et de désordre qui ont eu lieu récemment dans l'école polytechnique.

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : Art. 1^{er}. L'école polytechnique est licenciée;

Art. 2. Les chefs, administrateurs, professeurs, examinateurs et employés de l'école conservent leurs titres et traitements;

Art. 3. Une ordonnance ultérieure réglera la réorganisation de l'école.

— Ce matin, les jeunes princes égyptiens et leurs condisciples, dont nous avons annoncé l'arrivée en quarantaine, sont sortis du Lazaret. Leur logement avait été retenu à l'hôtel d'Orient.

On les a vus tout le jour circuler dans nos rues par groupes et prendre sommairement connaissance des mille détails de la première ville européenne que ces bêtes d'outre-mer aient abordée.

Les deux princes de la famille de Méhémet-Ali ont visité la ville en compagnie d'un des membres de l'honorable maison Pastré frères, auxquels ils sont recommandés.

Rien ne les distingue de leurs compatriotes, si ce n'est qu'ils portent par-dessus leur uniforme un riche ciasterte. Leurs habillements se ressentent d'ailleurs de la réforme introduite dans le Levant depuis les dernières années du règne du sultan Mahmoud. Ils portent sous la redingote militaire, des pantalons et des bottes, et se coiffent d'un bonnet grec empanaché d'un flot très épais retombant en arrière de la nuque.

Le *Beschild*, bateau à vapeur de la marine égyptienne, qui les avait amenés, n'est reparti qu'hier pour Alexandrie.

Le fils et le petit-fils de Méhémet-Ali comptent rester quelques jours dans notre ville qu'ils visiteront en détail. Leurs compagnons d'étude doivent se mettre en route demain pour Paris.

(*Nouveliste de Marseille*.)

— On écrit des eaux d'Evans que le comte Du-châtel, le maréchal Sébastiani et le général Jacqueminot, s'y trouvent en ce moment, ainsi que M^{me} la duchesse de Saxe-Meiningen.

— Le prince royal de Prusse est arrivé le 14, au soir, à Woolwich, et il est reparti sur-le-champ pour Londres. Il est accompagné du comte de Königsmarck. Le prince royal de Prusse, héritier présomptif de la couronne, est le frère du roi; il est âgé de quarante-huit ans.

— On écrit de Toulon qu'une dépêche télégraphique ordonne l'embarquement immédiat de dix mille hommes pour l'Afrique.

— Lord Wellington a éprouvé dimanche une attaque de surdité, de nature à inspirer de vives inquiétudes. Le duc est sujet à cette infirmité, mais dans cette dernière attaque, il est devenu complètement sourd.

— On écrit de Milan, le 12 août :

« Les lettres de Modène annoncent que le duc est retombé gravement malade dans la nuit du 5 à sa villa du Cattajo. Les médecins y avaient été appelés en toute hâte.

« Il est arrivé un fait assez singulier au duc de Gènes, deuxième fils du Roi de Sardaigne; il a



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

PAIX
DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8 fr.
Un an 16 fr.
Pour le Continent 20 fr.
Pour l'étranger... 24 fr.
PRIX D'INSERTION.
Diverses 40 c.
Judiciaires 25 c.
Les lettres et annonces doivent être adressées franco.

été assailli et volé près du château royal de Rancunigi, on il y a toujours plusieurs milliers d'hommes de garnison.

Malgré les événements politiques, le sixième Congrès scientifique italien se réunira ici cette année. Une circulaire de M. le comte Borromeo, président général, annonce que l'ouverture solennelle de l'assemblée aura lieu le 12 septembre prochain dans le palais impérial et royal de Brera, où les savants tiendront leurs séances qui dureront jusqu'au 27 du même mois. Le gouvernement mettra à la disposition des membres du Congrès, pour les conférences de la soirée, le palais del Marino.

— On écrit de la Haye, 19 août :

Le bruit répandu que les Anglais méditaient une descente dans l'île Bornen, où les Hollandais ont seuls des possessions, a causé ici un certain émoi. On craint, et les habitudes anglaises ne justifient que trop ces craintes, que ces nouveaux hôtes, une fois établis dans l'île, ne veuillent plus la quitter. L'ambassadeur hollandais à Londres a reçu les instructions les plus positives pour protester.

— On écrit de Berlin, le 18 août :

Un courrier russe, se rendant à Weymar, a passé ici la nuit dernière et a apporté la nouvelle que la grande-duchesse Alexandra était morte le 10, quelques heures après son accouchement. On croit que l'empereur et l'impératrice iront s'établir à Peterhoff et qu'ils y feront un assez long séjour.

— La cour royale de Poitiers ayant refusé d'exécuter, sous prétexte d'inconstitutionnalité et d'illegalité, l'ordonnance royale en date du 5 de ce mois qui prescrit de répartir pour le roulement annuel entre les chambres civiles des cours royales, les membres attachés aux chambres de mises en accusation, sa délibération a été déferée à la cour de cassation par M. le garde des sceaux, en vertu de l'article 80 de la loi du 27 ventose an VIII.

La chambre civile présidée par M. Zangiacomi, après avoir entendu le rapport de M. le conseiller Mesnard, a aujourd'hui, sur les conclusions conformes de M. Delangle, avocat général, cassé la délibération de la cour royale de Poitiers et ordonné l'exécution de l'ordonnance relative au roulement selon sa forme et teneur.

— On lit dans le Times :

La nouvelle du bombardement de Tanger causera quelque excitation en Angleterre, et surtout en raison des relations délicates qui existent entre nous et la France; mais il n'y a rien là qui doive alarmer nos sentiments nationaux. La France et le Maroc, sont deux puissances indépendantes et elles peuvent combattre si cela leur plaît sans nous donner aucune raison d'intervenir.

Quoiqu'il en soit, il est du devoir de l'Angleterre de se tenir sur le qui vive, dans cette occasion, et de veiller à ce que la France ne convertisse pas une affaire de représailles en moyens d'agression et de conquêtes. Des attaques comme celles-ci ont déjà fini par l'occupation complète d'un pays par une puissance étrangère, et les Français probablement ne sont pas si complètement satisfaits des avantages qu'ils ont retiré de leurs conquêtes en Algérie, qu'ils ne fussent encore très contents d'avoir une tranche de Maroc (Slice of Morocco.)

— Le Morning Chronicle fait les réflexions suivantes :

Une querelle s'est engagée et le premier coup a été porté. La France et le Maroc sont déjà en guerre, et la nouvelle du bombardement de Tanger attirera l'attention sur notre département des affaires étrangères. Des actes récents nous permettent de dire à la France, que si nous sommes d'accord sur certaines choses, non seulement

nous refusons d'acquiescer à certaines autres, mais encore que nous la préviendrons par tous les moyens en la possession du Royaume Uni. La Méditerranée n'est pas faite pour la France et Marseille seulement. C'est une grande mer (no ble sea) que l'Europe et l'Amérique doivent conserver en beaucoup de mains, plutôt qu'en une. — Pour Alger, n'en parlons pas, la France peut avoir quelques titres reconnus à sa possession; nous ne discuterons pas sur un fait accompli, mais le Maroc ne doit pas être ajouté à l'Algérie ni Tunis au Maroc. — Rien ne serait plus déplorable que de voir la guerre s'élever entre deux pays aussi civilisés, aussi puissants que la France et l'Angleterre. Ce serait une guerre de géants. — On ne peut désirer moins la guerre et plus la paix que nous, mais il est quelque chose de pire que la guerre, quelque chose que la paix ne peut compenser pour un peuple, c'est la perte de son honneur.

DÉLATEUR, DÉLATION. — Sous l'ancienne Rome, on désignait sous la dénomination de *Délatores* (Délatores) des hommes qui servaient dans l'ombre et sans honte les haines et les vengeances des partis.

La délation et la dénonciation étaient alors encouragées à cause du défaut des institutions gouvernementales qui n'appartenaient qu'aux temps modernes. Le *délateur* dénonçait un crime imaginaire qui était aussitôt puni. Il y avait les *délatores* et les *dénonciateurs* en titre qui prenaient la dénomination de *Curiosi* et *Stationarii*. La législation elle-même encourageait si effrontément la délation par les prix qu'elle accordait à la calomnie, que l'on a vu dans les temps odieux de l'empire Romain, le fils se porter délateur de son père, l'esclave le délateur de son maître. Les abus furent poussés à un tel excès qu'il y eut enfin nécessité de sévir et plusieurs lois ordonnèrent la punition des *délatores*.

Le mot *délateur* est passé dans notre langue avec toute son ignominie, il est en quelque sorte inséparable de l'épithète de *vil*, qui le caractérise parfaitement.

D'après nos lexicographes, le *délateur* est celui qui cherche, découvre, défend et rapporte secrètement ce qu'il croit avoir vu, entendu, et souvent ce qu'il est intéressé à faire croire. C'est un lâche qui assassine au milieu des ténébres.

Dans notre siècle on l'emploie à peu près comme synonyme de *dénonciateur* pris dans une acception plus odieuse encore. Il y a, en effet, cette différence dans les deux expressions, que l'une se rapporte à la dénonciation d'un fait vrai, mais qui est déclaré sans qu'aucun devoir y oblige, et même quelquefois sans l'espoir d'une récompense; tandis que la *délation* se rapporte toujours à un fait innocent, auquel le *délateur* donne, par esprit de vengeance, de haine, d'envie, ou de parti, un caractère criminel, qu'il se plaît à envenimer et qu'il ne manque jamais de couvrir du manteau du bien public.

De nos jours la délation n'est pas encouragée par le gouvernement, mais par la mauvaise presse, et par l'impunité de ceux qui en sont les auteurs et moteurs.

(THELÉT.)

AVIS.

Le Conseil Municipal de Bastia, par ses délibérations en date du 1^{er} février 1844, et 18 juin, même année, a voté l'acquisition :

1^o De l'église et du couvent Saint-Joseph, avec ses annexes, appartenant à M. Camoin-Vence.
2^o De la propriété de M. Carbuca (Horace) tenant aux dits couvent et église, avec les écuries qui s'y trouvent, et une petite cave incorporée dans le local du couvent.

Les dits immeubles, une fois acquis par la vil-

le, devant être cédés au Diocèse, pour être spécialement affectés, aux frais de celui-ci, à l'établissement d'une maison de retraite, pour les ecclésiastiques de l'ancien département du Golo.

Conformément aux articles 2 et 3 de l'ordonnance royale du 23 août 1835, le plan des lieux, et l'appréciation des dépenses resteront déposés pendant quinze jours à la mairie à dater de ce jour 29 août 1844, pour que chacun puisse en prendre connaissance.

Après le délai indiqué, M. de Marengo, membre du Conseil Municipal, recevra, en qualité de Commissaire enquêteur, désigné par M. le préfet, les déclarations des habitants sur l'utilité publique de ladite acquisition.

A cet effet, un registre sera ouvert à la mairie le 13 septembre prochain, et clos le 15 même mois, pour y consigner depuis 10 heures du matin, jusqu'à 4 heures de relevée, les déclarations dont il s'agit.

Fait en l'Hôtel de Ville, à Bastia, 29 août 1844.

Pour le Maire empêché,

L'Adjoint Municipal

P. MILANTA.



Un des bateaux à vapeur de la Compagnie Valéry Frères, partira de Bastia pour Ajaccio, le 6 septembre prochain à 7 heures du soir, touchant à l'île-Rousse et Calvi, et il arrivera à Ajaccio le 7 dans la journée.

Il repartira pour Bastia le 9 à 7 heures du soir touchant de même à Calvi et l'île-Rousse.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

DE LA PLAGE 22 août, tartane Deux-Sœurs, de 40 tx, c. Liparelli, ble.

DE LA PLAGE 22 id. mistick Assomption, de 29 tx, c. Stretti, charbon.

LIVOURNE 23 id. b. à vap. Télégraphe, de 53 tx, c. Lota, passagers.

DE LA PLAGE 23 id. tartane V^e des Carmes, de 42 tx, c. Marinetti, charbon.

DE LA PLAGE 24 id. b. goél. Deux-Amis, de 65 tx, c. Alfonsi, charbon.

DE LA PLAGE 24 id. b. goél. St-Antoine, de 48 tx, c. Guasco, bois.

MARSEILLE 26 id. tartane François-Etienne, de 55 tx, c. Guaitella, matériaux.

CAGNANO 27 id. gondole St-Joseph, de 6 tx, c. Cervoni, vin.

MARSEILLE 28 id. paquebot Bastia de 120 ch. c. Santi, dépêches.

DE LA PLAGE 19 id. b. goél. Constance, de 38 tx, c. Valzi, haricots.

DÉPARTS.

MARSEILLE 23 août, paquebot Ajaccio de 120 ch. c. Prudent, dépêches.

A LA PLAGE 23 id. b. goél. Constance de 38 tx, c. Valzi, lest.

AJACCIO 25 id. b. à vap. Pozzodiborgo, de 28 tx, c. Bugliani, passagers.

LIVOURNE 26 id. mistick Assomption, de 29 tx, c. Thiers, lest.

LIVOURNE 26 id. b. à vap. Maréchal Sebastiani de 31 tx, c. Valzi, passagers.

A LA MER 27 id. goél. de l'état, c. Jugan.

A LA PLAGE 27 id. b. goél. Assomption, de 54 tx, c. Belgodere, lest.

Le Gérant N. TARTABOLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

Bastia.

DOUANE DE BASTIA.

Recettes du mois d'août 1844. fr. c. 44,131 78

— d'août 1843. 26,237 16.

Augmentation pour 1844. fr. 17,894 62.

Du 1^{er} janvier au 31 août 1844. 373,008 73.

Du 1^{er} janvier au 31 août 1843. 217,877 20.

Augmentation pour 1844. fr. 155,131 53.

PORT DE BASTIA.

ENQUÊTE ADMINISTRATIVE.

1^{er} Avis.

Le sous-préfet de l'arrondissement de Bastia.

Conformément aux dispositions de l'ordonnance royale du 18 février 1834, et d'une lettre de M. le préfet de la Corse du 29 août écoulé, s'empresse de donner avis au public :

Qu'une enquête sera ouverte à la sous-préfecture de Bastia pour recevoir les observations auxquelles pourrait donner lieu l'exécution des projets formés par l'administration supérieure compétente pour l'amélioration du port actuel de Bastia, ou pour l'établissement d'un nouveau port dans l'anse de St-Nicolas, vis-à-vis la place Louis-Philippe ; établissement auquel la commission d'inspection, ainsi que le conseil général des Ponts-et-Chaussées ont donné la préférence, comme il résulte d'une dépêche de M. le sous-secrétaire d'Etat des travaux publics du 15 mai dernier.

Cette enquête commencera le 1^{er} septembre courant, et sera close le 30 de ce mois. Elle s'ouvrira sur les avant-projets indiquant le tracé général des travaux; les dispositions des ouvrages les plus importants et l'appréciation sommaire des dépenses. Ces avant-projets seront accompagnés des mémoires descriptifs faisant connaître la nature de ces entreprises et les avantages qui peuvent en résulter.

Aussitôt après la clôture de l'enquête une commission sera réunie à cette sous-préfecture à l'effet d'examiner les déclarations consignées au registre et pour donner son avis motivé, tant sur l'utilité des projets que sur les questions qui pourraient être posées par l'administration.

Les opérations de ladite commission seront closes le 31 octobre prochain, au plus tard.

L'administration prendra également l'avis du conseil municipal de Bastia, et d'une commission nautique, composée de capitaines au long cours et de marins pratiques de la localité.

Les personnes qui auraient des observations ou réclamations à faire et des renseignements à donner sur les projets en question, devront par conséquent se présenter à cette sous-préfecture de-

puis le 1^{er} jusqu'au 30 septembre courant, de 10 heures de matin à 4 heures de relevée.

Fait à la sous-préfecture de Bastia, le 1^{er} septembre 1844.

Pour le sous-préfet en congé :

Le maire de la ville de Bastia délégué,

Signé : LAZAROTTI.

Ce n'est point sans intention que nous rédissons sous le même titre les documents puisés auprès de l'administration des douanes et l'avis de l'enquête sur le port de Bastia. Ce sont là des faits qui parlent assez haut, et répondent victorieusement à tous les détracteurs aveugles ou passionnés, du gouvernement de Juillet, auquel nous sommes redevables de si nombreux bienfaits.

L'augmentation que l'on remarque tous les ans dans les recettes de la douane, est une preuve évidente du mouvement ascensionnel et toujours croissant de la prospérité de notre pays; c'est un fait qui rend encore plus incontestable la nécessité et l'urgence d'un port à Bastia, que l'on peut considérer sans crainte d'être taxé de présomption comme le centre de l'agriculture et du commerce de la Corse. L'enquête à laquelle on procède sur cet important objet, prouve surabondamment avec quelle sollicitude le gouvernement se plaît à aider et favoriser la marche et le progrès de nos affaires.

Nous n'hésitons pas un seul instant à croire que tous les bons citoyens comprendront aisément combien il importe de seconder les bonnes intentions du gouvernement et d'appuyer de tous leurs vœux les efforts éclairés de l'administration. Il importe surtout que les opinions soient unanimes et que les intérêts privés s'effacent et disparaissent devant l'intérêt public. Car les premiers sont susceptibles de changer avec les circonstances, tandis que le second est toujours le même dans tous les temps; les uns sont relatifs, l'autre est absolu; si ceux-là favorisent momentanément les intérêts de quelques individus, celui-ci réalise l'intérêt de tous.

A ce point de vue, on est contraint de reconnaître que le projet du port dans l'anse St-Nicolas, projet si bien étudié du reste, par l'habile ingénieur de Bastia, ne peut manquer de réunir tous les suffrages. Il n'en saurait être autrement, du moment qu'il offre tous les avantages désirables de la capacité et de la sûreté; lorsqu'il répond en d'autres termes à toutes les exigences, à tous les besoins présents et à venir. Car il est bien de le faire remarquer, si la crique actuelle peut être rendue un peu plus sûre, le nouveau port serait en outre beaucoup plus vaste, autant que l'exige du moins le développement de notre marine et de notre commerce.

Cela dit, nous ne cessons de répéter qu'il ne s'agit nullement de demander que le port soit établi dans un endroit plutôt que dans un autre. Nous pouvons nous en rapporter entièrement, sur ce point, au savoir et à la sagesse de l'administration supérieure des ponts et chaussées. Nous pouvons attendre avec confiance la solution qu'elle jugera convenable de donner à la

question qui s'agit, et qui sera, nous n'en doutons point, conforme aux intérêts de notre ville, de notre pays; si, comme nous le disions plus haut, les citoyens de Bastia, faisant abstraction de l'avantage privé, se montrèrent unanimes dans ce que réclame l'avantage général.

M. le marquis de Saint-Simon, Lieutenant-général, commandant la 17^{me} division militaire, est arrivé à Bastia sur le bateau à vapeur de l'Etat l'*Ajaccio*. Il est descendu à l'Hôtel de l'Europe.

La session du Conseil général de la Corse a été, par ordonnance royale du 15 août dernier, prorogée au 16 septembre courant.

COLLÈGE ROYAL DE BASTIA.

Nous croyons devoir rappeler aux pères de famille que la rentrée des classes au Collège royal de Bastia est irrévocablement fixée au 15 septembre courant. Les élèves internes doivent s'être présentés exactement à cette époque.

PETIT SEMINAIRE D'AJACCIO.

L'ouverture des classes n'aura lieu, cette année, que le 15 octobre prochain, et leur clôture, ainsi que la distribution des prix, seront pareillement retardées de quinze jours, pour cette fois seulement, à raison des exercices de la Retraite pastorale.

On nous écrit de Rogliano : Un incendie affreux a presque détruit dans la nuit du 21 août dernier la belle et vaste maison de M. Flach, juge de paix de Rogliano qui était également occupée par M. le commissaire de marine de cette résidence.

Le feu a commencé au grenier où il y avait un dépôt de lin non filé près duquel une domestique imprudente paraît avoir été chercher quelque chose avec une lampe à la main.

En peu d'instants et avant que les maîtres du logis eussent connaissance du malheur, les poutres et les solives étaient en feu. La voracité de l'élément destructeur acquit de l'intensité par la violence du vent qui soufflait. La toiture ne tarda pas à s'écrouler sur les étages intérieurs dont la chute les uns sur les autres combla un désastre aussi effrayant.

Le mobilier, ainsi que bien des choses précieuses, appartenant à MM. Flach et Casabianca, commissaire des classes, ont été la proie des flammes.

La population et la gendarmerie de Rogliano qui ne tardèrent pas à se rendre au centre du foyer incendiaire ont obtenu des résultats qui n'ont pas répondu au zèle, au courage et à l'activité qu'elles ont déployés dans cette circonstance.

La maison de M. Flach étant isolée et dominant le superbe coteau sur lequel sont assis les nom-